

RD-CONGO



# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2212 - MARDI 20 JANVIER 2015

Transport transfrontalier

## La RDC et l'Angola signent quatre accords de coopération bilatérale

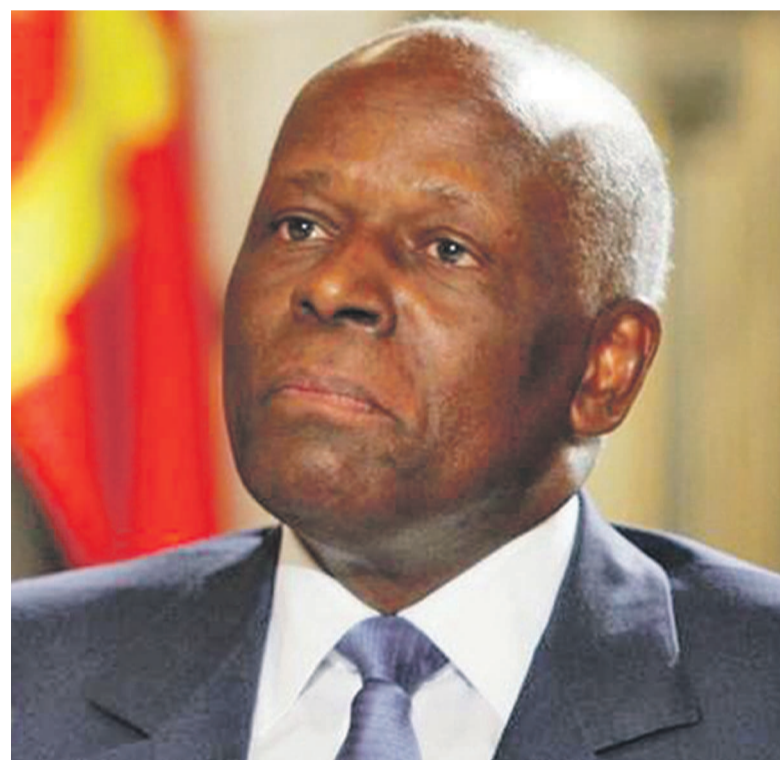
Le président angolais José Edouardo dos Santos a effectué lundi une visite officielle à Kinshasa marquée par la signature de quatre accords de coopération bilatérale, qui portent respectivement sur l'exploitation du service aérien, le transport ferroviaire transfrontalier, le transport routier transfrontalier et le transport maritime.

Dans le domaine du transport aérien, l'on se réjouit d'ores et déjà de l'imminence de la reprise par la compagnie nationale angolaise (TAAG) de ses vols à destination de Kinshasa, lesquels vols avaient été interrompus depuis plus de trois ans suite aux représailles qui avaient caractérisé, de part et d'autre de la frontière, les expulsions des ressortissants irréguliers de deux pays. Les deux chefs d'État en ont profité, par ailleurs, pour examiner la situation politique et sécuritaire dans la région.

Page 13



Joseph Kabila



Edouardo dos Santos

MANIFESTATION CONTRE LA LOI ÉLECTORALE

## Les Kinois font monter la pression



Des manifestants s'exprimant dans la rue

Kinshasa a pris hier les allures d'une ville morte à la suite du mot d'ordre lancé la veille par l'opposition appelant à une mobilisation générale contre le projet de loi électorale en cours d'examen au Parlement. Les activités ont, en effet, été paralysées presque toute la journée dans plusieurs coins où

des manifestants ont eu à en découdre avec les forces de police déployées dans les grandes artères de la capitale. Gaz lacrymogènes et crépitements de balles étaient au menu de ces manifestations qui, dans certains quartiers, ont frôlé la subversion avec, à la clé, quelques blessés.

Ce qui fait dire à certains analystes que le fossé entre les institutions, enfermées dans leur tour d'ivoire, et le peuple qui aspire à l'alternance, ne fait que se creuser davantage.

De quoi craindre pour la suite du processus électoral en RDC.

Page 12

MANIFESTATIONS D'HIER

## Des opposants dénoncent leur séquestration par la police

La marche que les leaders de l'opposition attendaient organiser le 19 janvier n'avait pas requis l'autorisation préalable pour autant qu'elle frisait la subversion. C'est dans cette optique qu'il faudrait inscrire la forte présence policière observée dans plusieurs quartiers généraux des partis politiques de l'opposition. C'est notamment le cas de l'Union pour la Nation qui a vu son siège situé à quelques encablures du Palais du peuple sur l'avenue de l'enseignement être investi vers 1 heure du matin par des hommes en uniforme.

Même situation pour le député national de l'opposition Franck Diongo, président du MLP, qui a affirmé que le siège de son parti a été cadenassé de l'extérieur pour empêcher ses militants d'en sortir. Des allégations que rejette en bloc le porte-parole du gouvernement Lambert Mende qui a soutenu que personne n'a été séquestré puisque personne n'a établi sa résidence dans un bureau de parti.

Page 12

RDC FACE À LA ZAMBIE

## Pas de scène de liesse à Kinshasa

Page 13

## ÉDITORIAL

# Mise en garde

Ceux qui, au sein de l'opposition comme au sein de la majorité présidentielle, se croient assez forts pour faire échouer la réforme des institutions de la République feraient bien d'infléchir leur position avant qu'il ne soit trop tard. Tout indique, en effet, qu'une nouvelle Constitution sera effectivement proposée au peuple congolais dans les mois à venir et que l'agitation dont fait preuve aujourd'hui une partie de la classe politique congolaise ne modifiera pas le cours des événements.

Ce que ne comprennent visiblement pas les personnalités qui clament leur refus du changement sur les estrades et devant les micros des radios étrangères, c'est qu'ils n'ont pas le pouvoir de s'y opposer. Ne représentant qu'une fraction très minoritaire de l'opinion publique et n'ayant pour la plupart d'entre eux aucun mandat électif, ils n'ont pas la capacité de bloquer un mouvement qui paraît d'ores et déjà irréversible. Ceci est d'autant plus vrai que la seule arme dont ils disposaient jusqu'à présent, à savoir les prises de position hostiles de personnalités étrangères peu au fait du problème, s'émousse au fur et à mesure que le temps passe car les données remontent enfin là où elles auraient dû parvenir dès le départ afin d'éviter toute erreur d'interprétation.

Pour que les choses soient tout à fait claires, il convient de rappeler à celles et à ceux qui mènent aujourd'hui un douteux combat contre le changement de la Constitution que c'est au peuple congolais et à lui seul de se prononcer pour ou contre le nouveau texte fondamental qui lui sera sans doute proposé à bref délai.

Les partis politiques n'étant que l'une des composantes de la société civile et ne représentant qu'une partie, très minoritaire d'ailleurs, du corps social ne sauraient avoir le dernier mot dans une affaire aussi grave, aussi essentielle pour notre pays. S'ils peuvent s'exprimer librement sur le sujet ils n'ont et n'auront jamais le pouvoir de se substituer aux citoyens. Mieux vaudrait le comprendre avant que ces derniers se chargent de les remettre brutalement à leur place lors du référendum qui sera organisé dans ce cadre.

Disons pour conclure provisoirement sur le sujet que ceux qui déniaient aujourd'hui à notre peuple le droit de se prononcer sur la gouvernance publique commettent une erreur historique qu'ils paieront sans doute très cher demain. Il est peu probable en effet que les Congolais leur pardonnent un tel déni démocratique

Les Dépêches de Brazzaville

## DISPARITION

## La République a rendu un dernier hommage à Pascal Mouassiposso Mackongui

**Le Président de la République, Denis Sassou-N'guesso a rendu le 19 janvier à Brazzaville, en présence de tous les corps constitués, un dernier hommage au membre du comité central du Parti congolais du travail, Pascal Mouassiposso Mackongui décédé le 4 janvier dernier en France.**

Né le 23 avril 1934 à Itanga dans le district d'Epena, département de la Likouala, ce der-

l'armée coloniale notamment la gendarmerie en 1955.

En 1959, il est admis à poursuivre le stage des sous-officiers métropolitains à Fréjus en France. De 1963 à 1964, par voie de concours, il suit une formation d'officiers de la gendarmerie à Melon où il obtient un diplôme d'officier.

Au plan professionnel, colonel des Forces armées congolaises (FAC) à la retraite. Il a occupé de hautes fonctions administra-

des Forces armées congolaises et de la zone autonome de Brazzaville ; coordonnateur des postes de police militaire de la ZAB ; directeur général de la police nationale et inspecteur des forces de sécurité. Il devient par la suite ambassadeur directeur du protocole d'Etat en qualité de ministre plénipotentiaire après avoir étudié la diplomatie protocolaire à Ottawa au Canada en 1973.

Pascal Mouassiposso Mackongui a aussi été le premier commandant du régiment d'apparat et d'honneur. Il est resté longtemps aux côtés du président Marien Ngouabi où il a assumé de hautes fonctions au sein de la garde rapprochée. De 2002 à 2008, il est sénateur et premier vice-président de la commission Défense et sécurité.

Doté de grandes qualités sportives, ce dernier a connu une longue, brillante et célébrissime carrière sportive. En dehors de l'athlétisme, il a pratiqué le Judo, le handball, la natation etc. Il a été président de la Fédération congolaise d'athlétisme pendant 23 ans, ancien président de la Zone 4 et de l'Union des fédérations d'athlétisme amateur d'Afrique Centrale pendant 18 ans ainsi que membre fondateur de la Confédération africaine d'athlétisme. Enfin au plan politique, Pascal Mouassiposso Mackongui a été admis au Parti congolais du travail en 1985. Il est passé membre du Comité central en 1991 et lors du sixième congrès extraordinaire de ce parti, il est élu membre du comité des membres d'honneur du parti. Il a laissé plusieurs enfants et petits fils. Il sera inhumé à Epena dans le département de la Likouala.

Jean Jacques Koubemba



nier a fait ses études primaires couronnées par un diplôme d'études primaires indigènes dans cette même localité. Après sa formation en soins infirmiers, Pascal Mouassiposso Mackongui a opté pour le métier des armes en souscrivant un engagement volontaire dans

tives en étant successivement directeur de l'école de gendarmerie et officier adjoint du chef de corps de cette corporation, commandant des escadrons de gendarmerie de Brazzaville et officier des sports.

Il a également été commandant adjoint des forces terrestres

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout  
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout  
Secrétaire des rédactions adjoint :  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,  
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula  
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

## DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

## INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

## DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

## Le MPNC se prononce pour le changement

Le contexte politique national est marqué par une problématique constitutionnelle : celle de savoir si la Constitution du 20 janvier 2002 doit faire l'objet d'un changement ou non. En effet, après une lecture critique de cette loi fondamentale, le Mouvement patriotique pour une nouvelle Constitution (MPNC) a adhéré, le 19 janvier à Brazzaville, à l'idée du changement.

C'est dans cette perspective que les partis politiques, associations, organisations non-gouvernementales et individualités avaient pris l'engagement, en novembre dernier, de mettre sur pied une dynamique citoyenne de portée nationale en vue de contribuer efficacement à ce débat en cours. Ce mouvement a été créé pour promouvoir, préserver et renforcer les acquis républicains de paix, d'unité et de cohésion nationale.

Avec pour slogan « *En avant pour le changement de la Constitution* », cette dynamique entend contribuer à la création d'un environnement moral et spirituel favorable à la poursuite de toutes les œuvres d'intérêt général enclenchant la modernisation et l'industrialisation du Congo, afin d'assurer un mieux-être collectif et individuel. Elle veut également participer à l'instauration d'un cadre institutionnel propice à une gouvernance étatique reposant sur des mécanismes efficaces de contrôle de l'action gouvernementale par le Parlement.

Après lecture, ce mouvement relève que la loi fondamentale

de 2002, en vigueur, est une Constitution de circonstance, du fait de ce qu'elle devait répondre aux exigences d'une période post-conflit. La concentration des pouvoirs entre les mains du président de la République seul, frise l'autocratie. L'absence d'un Parlement fort, investi de tous les pouvoirs de contrôle et le cas échéant, de sanction de l'action gouvernementale, ne favorise nullement, selon le MPNC, une meilleure gouvernance étatique. La représentativité insignifiante des femmes dans les instances de prise de décisions, faisant entorse au principe de parité hommes-femmes dans la gestion de la chose publique, a également été épinglée.

Cette dynamique a aussi énuméré quelques faiblesses, notamment sur la délimitation de l'âge, qui constitue une mesure discriminatoire à l'endroit des jeunes ; la longue durée du mandat présidentiel fixé à sept ans qui n'est pas de nature à favoriser l'alternance démocratique ; et la considération des étrangers au même titre que les nationaux donnent lieu à des



Le bureau du MPNC

frustrations de tout genre et empêche l'épanouissement de la fibre patriotique.

Le président du MPNC, Frédéric Lahouya qui, s'était exprimé, en novembre 2013, au sujet de la révision prône aujourd'hui le changement tant décrié par certaines sensibilités politiques. « *Aujourd'hui, le débat a évolué. Au fur et à mesure, on relève des faiblesses. Nous pensons qu'aujourd'hui, la densité de la révision peut donner lieu à un changement. Il s'agit d'un régime qu'il faut remettre en cause, le régime présidentiel* », a déclaré le président du MPNC, avant de poursuivre : « *Au regard de la lecture approfondie que nous avons faite de cette Consti-*

*tution, il est important que celle-ci soit revue, en termes de changement. Maintenant si on peut arriver à la fin du mandat présidentiel pour que cela se fasse, tant mieux. Les mécanismes sont prévus, pour que le peuple s'approprie la situation afin de la trancher* ».

A cette préoccupation, les Congolais, de façon organisée ou individuelle s'expriment librement en adhérant à l'option qui paraît susceptible de combler leurs attentes aussi bien politiques, économiques que socio-culturelles. Ainsi regroupé au sein d'une dynamique, la Dynamique patriotique du Congo, le Parti du peuple, le Mouvement pour la réorganisation na-

tionale et la démocratie, le Parti pour la défense de l'intérêt de la République, le Parti pour la jeunesse démocratique, et le Parti national démocrate congolais, appellent tous à la mobilisation de toutes les organisations, des individualités et des partis politiques inscrits dans cette logique de façon à faire front pour sauver la République. Au nombre de ceux-ci, on peut également compter le Rassemblement des forces de la jeunesse congolaise, l'Action pour la paix au Congo, l'Association action santé humanitaire, l'Association pour le développement de Talangai, l'Association des jeunes pour le développement du Congo et le Groupe la famille.

Josiane Mambou Loukoula

## DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

## Bientôt une nouvelle cimenterie au Congo

La société indienne Seftech sollicite auprès du gouvernement congolais, l'opportunité d'investir dans le domaine de la cimenterie. L'objectif étant de contribuer à la diversification économique en cours dans le pays.

L'économie du Congo est essentiellement basée sur les ressources extractives, d'où l'ambition de sa diversification par le gouvernement. Voilà qui justifie l'appel de pied du président de la société, Mahesh Chaturved qui a exprimé son intention d'installer une cimenterie au Congo au ministre congolais du Développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba. C'était lors d'une audience accordée le 16 janvier à Brazzaville. Une sollicitation favorablement accueillie par le ministre Isidore Mvouba, qui se dit déterminé à accompagner les investisseurs dans l'optique de promouvoir le secteur privé et améliorer la côte du Congo dans le Doing business.

D'une valeur de 27,5 milliards FCFA, ce projet sera financé par une ligne de crédit d'Eximbank, dont l'accord a déjà été signé entre les deux parties. La capacité journalière de production de la cimenterie en gestation est estimée à 600 tonnes par jour.

Notons que dans le but d'améliorer le cadre de vie des populations, le gouvernement a conclu plusieurs marchés avec différents opérateurs évoluant dans le secteur de la cimenterie. Il s'agit, entre autres, des sociétés Diamond Cement, basées dans la préfecture de Mindouli, dont les travaux de construction sont en cours ; Forspak à Dolisie (déjà opérationnelle) ; Sonoc à Loutété, d'ailleurs la plus vieille, se trouve à l'étape d'extension et compte passer sa production annuelle de 120.000 à 300.000 tonnes par an. D'autres travaux en cours dans le même secteur d'activité concernent l'implantation d'une cimenterie à Hinda puis à Vindoulou dans le département de Pointe-Noire.

Lopelle Mboussa Gassia

## TÉLÉPHONIE MOBILE

## VMK met deux nouveaux produits sur le marché

**A partir du 22 janvier et le 1er février prochain, la société VMK (Vumbuka), spécialisé dans le design et la conception des téléphones, mettra sur le marché congolais, deux nouveaux téléphones basiques. Une innovation qui s'inscrit dans la poursuite du renouvellement de la gamme Elikia Moké.**

Dénommés XS (extra small) qui signifie (très petit en français) et le S, tiré de small qui veut dire petit, visent à répondre aux attentes des consommateurs. Grâce à son écran plus large, la marque « S » par exemple, offrira aux utilisateurs la possibilité non seulement de naviguer sur internet, mais également de stocker des données via des cartes micro SD.

« *Si la plupart des feature phones disponibles sur le marché s'arrêtent à des applications de base, le XS et le S vont*

*révolutionner la manière de penser le mobile ordinaire* », a déclaré Vérone Mankou, promoteur et directeur général de la société VMK, lors de la présentation de cette nouvelle gamme à la presse nationale et internationale.

Rassurant de leur disponibilité sur le marché local, Vérone Mankou a indiqué : « *Avant on se limitait dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Mais, ces deux produits seront vendus dans les douze départements du pays, une première pour notre société* ».

Outre Facebook et Twitter, on trouvera également sur ce téléphone l'application whatsapp. D'autres applications usuelles comme la lecture des Mp3 et des vidéos y sont de même incorporées. Décliné en trois couleurs à

savoir le noir, le blanc et l'orange, les deux marques seront vendues à des prix différents : 11.900 FCFA pour le XS et 19.900 FCFA pour la marque S.

« *C'est pour répondre aux nouvelles attentes des clients désireux de posséder des téléphones simples, moins chers mais novateurs que VMK a imaginé ces deux produits. Leur conception soignée fait suite au succès d'Elikia, ayant conquis le marché du mobile, avec des ventes qui ont permis d'asseoir une meilleure maîtrise du segment* », a indiqué Vérone Mankou.

Assembler en Chine pour l'heure, le montage de ces deux produits se fera à Brazzaville, à partir du mois de mars, dans les ateliers qui sont en train d'être installés au quartier Mpila, dans l'arrondissement 5 Ouenzé.

L.Mb.G.

## ÉDUCATION

Vers la suppression du concours d'entrée en 6<sup>e</sup>

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Hellot Matson Mampouya, a annoncé récemment à Brazzaville, au cours de la cérémonie d'échange de vœux avec son personnel, plusieurs mesures qui rentreront en vigueur à compter de l'année prochaine.

Déjà boycotté dans certains établissements privés d'enseignement général, surtout à Brazzaville, le concours d'entrée en classe de 6e pourrait être supprimé dès la rentrée scolaire 2015-2016. Parallèlement à cette réforme, le ministre Hellot Matson Mampouya envisage d'instaurer une tenue scolaire unique tant dans les écoles publiques que privées, ainsi que de mettre un terme au système des rentrées scolaires partielles. Pour y parvenir, il a instruit les cadres de son département à réfléchir sur l'organisation actuelle du calendrier scolaire annuel, qui n'est pas le même au public et au privé. Ils devront aussi cogiter sur le port de l'uniforme scolaire qui n'est pas réglementé dans le sous-secteur du privé, le maintien ou non des deux examens d'État du CM2, et la présentation obligatoire du CEPE dans le dossier de candidature au BEPC. L'application de la mesure portant sur la gratuité des frais d'inscription aux examens d'État et le paiement des frais d'assurance scolaire sont aussi exigés.

Le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire a également exhorté le personnel relevant de sa tutelle au travail bien fait pour relever les défis et réaliser les perspectives, tout en préservant certains acquis déjà enregistrés. Ils concernent,

entre autres, la modernisation de l'école et l'amélioration de la qualité de l'enseignement ; la gratuité des frais scolaires ainsi que la gratuité des manuels scolaires. Les autres acquis portent sur la gratuité de l'amélioration scolaire à travers les cantines scolaires ; l'enseignement de l'éducation pour la paix ; la mise en œuvre de l'école de la seconde chance.

**Des défis à relever pour 2015**

Hellot Matson Mampouya a, par ailleurs, annoncé quelques défis à relever pendant l'année en cours. Ils se résument, entre autres, à la construction des milliers de salles de classes dans le préscolaire, le primaire et le secondaire ainsi que la réhabilitation de celles existant à travers le pays. À cela s'ajoutent la construction de quarante bibliothèques dans le secondaire ; la création de quarante salles de TIC au secondaire ; la formation de 3000 enseignants dont 2 000 du primaire et 1000 du secondaire 1er et 2e degré, en partenariat avec l'Unesco. Il est prévu aussi, cette année, l'ouverture des lycées modernes et du lycée d'excellence d'Oyo.

**Quel bilan pour les deux années consacrées à l'éducation ?**

Le ministre a rappelé dans son discours d'orientation qu'au cours des deux dernières années (2013 et 2014), l'éducation était

retenue par le gouvernement comme secteur prioritaire en bénéficiant des budgets conséquents. Le but était d'augmenter les capacités physiques d'accueil ; mieux équiper les structures éducatives à tous les niveaux et garantir l'accès obligatoire à l'enseignement de tous les enfants, dans de bonnes conditions. Ces budgets colossaux devraient aussi permettre de multiplier les lycées d'excellence ; introduire les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les cycles primaire et secondaire ; renforcer les capacités des enseignants et relever la qualité de l'enseignement.

Sans faire un bilan exhaustif de ces deux années, le ministre a rappelé à ses collaborateurs la responsabilité qui est la leur dans la mise en œuvre de ces axes prioritaires d'ici à 2016. Cela conformément au Plan national du développement (PND 2012-2016). « *Il nous revient de mettre en œuvre le mot d'ordre du président de la République invitant les Congolais au travail afin d'accroître le rendement, en redoublant plus d'efforts au sein de notre sous-secteur à tous les niveaux* », a-t-il conclu.

Rappelons que dans le bilan de l'année dernière fait par le directeur de cabinet, Brice Hilaire Ounounou, il ressort que des salles de classes et des blocs administratifs ont été construits, des tables-bancs fournis et des manuels scolaires distribués aux écoles.

Parfait Wilfried Douniama

## MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

## Quatre instituts de recherche bientôt fonctionnels

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua a annoncé le 16 janvier, à l'occasion de la cérémonie des échanges des vœux avec le personnel, l'opérationnalisation des instituts en 2015.

Les dix axes déclinés portent sur l'opérationnalisation des premiers instituts nationaux de recherche, l'innovation, les infrastructures, les ressources humaines, la coopération internationale, l'éthique et la bioéthique, les systèmes d'information et de communication et la stratégie politique de la science, la technologie et l'innovation.

Parmi ceux-ci, l'on compte la finalisation de l'organisation des associations des innovateurs, créateurs, inventeurs et tradithérapeutes, l'élaboration des lois et règlements portant sur l'organisation, le cadre législatif et règlement, la mise en place de la stratégie de financement de l'innovation, l'appui à la mise en place d'une stratégie de financement de l'innovation et l'appui à la mise en place d'une stratégie relative à la propriété intellectuelle.

D'après le ministre, ces instituts ont été créés afin de donner une cohérence dans les domaines de la santé, la sécurité alimentaire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences humaines et sociales, les sciences d'ingénieur ainsi que de l'innovation et de la technologie.

Dans le domaine des infrastructures, cinq laboratoires seront installés à Brazzaville, Pointe-Noire, Loudima, Oyo et Ouessou. La création d'un fonds national de développement de la science et de la technologie et des agences nationales de la promotion de l'innovation. Ces agences sont des instruments de soutien à la recherche afin de promouvoir le développement auprès de la population. Elles consisteront à créer les meilleures conditions en matière de stockage et de gestion des données pour accélérer la marche de la science et de l'innovation. L'une sera spécialisée pour la promotion de la recherche et l'autre pour l'innovation.

« *La recherche doit être au centre de tout ce qui se fait parce que le ministère envisage promouvoir la culture nouvelle qui doit retrouver la transversalité de la recherche à travers des programmes générateurs* », a-t-il indiqué.

Notons que le directeur de cabinet du ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Ignace Ta-Liane a dressé le bilan des actions réalisées en 2014. La première phase qui porte sur l'installation du laboratoire de production des médicaments antipaludiques, anti diarrhéiques a abouti. Actuellement, ils sont à la phase des essais techniques.

Lydie Gisèle Oko



Intérim  
Recrutement  
Placement de personnel

Vous souhaitez recruter ?

Vous recherchez du personnel qualifié ?

Nous avons la solution à vos besoins.

Faites appel au Cabinet NOBA pour des conseils RH, du placement de personnel et l'intérim.

Contact : 06-873-20-30 / 04-030-88-73

www.societenoba.com

contact@societenoba.com

**CHANGEMENT DE NOM**

Mon fils porte le nom de Louzolo Messon Grâce-Hissen, je désire qu'il porte désormais le patronyme de Lomarh, de sorte qu'il soit appelé Lomarh Messon Grâce-Hissen.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans les délais prévus par la loi.

**IN MEMORIAM**

19 janvier 2009-19 janvier 2015

Voici six(06) ans déjà qu'il a plu au Seigneur tout puissant de rappeler dans son royaume sa créature le lieutenant colonel en retraite Antoine Joseph Branco « Tony »

En ce triste et douloureux anniversaire, son frère cadet le lieutenant colonel Georges Bazebizonza « Baz » et toute la famille Bembé expriment une pensée très profonde pour le repos de son âme, et demandent à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de ses bienfaits. « J'ai servi ma patrie et aimé les hommes » Tony.

**NÉCROLOGIE**

Patric Willy Nguimbi, Agent hôtel Ledger et famille ont la profonde douleur d'annoncer au ministre Isidore Mvouba, à l'honorable Ibovi et M. Massamba André, à l'apôtre Anicet Massengo et à leurs proches amies et connaissances de Brazzaville et Pointe-Noire, le décès de leur frère, oncle, père Edmond Roger Sakamesso « président Sapy » décès survenu le samedi 10/01/2015 à 16 heures à l'hôpital Central des armées Pierre Mobengo. La veillée mortuaire a lieu dans la rue Mboté n 49 Moukondo. La date de l'inhumation est prévue pour le mercredi 7 janvier. Pour la famille, Nguimbi Patric



## IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le terrorisme peut venir de partout. Ici, on paraît plus loin. Il faut rassurer et donner la réponse qui convient: la fermeté. Et tirer toutes les leçons, que ce soit sur l'éducation, le respect des règles et la laïcité. »

**François Hollande, président français, Libération, 17 janvier 2014**

« Après 60 ans d'indépendance, l'Afrique ne peut pas faire fonctionner l'Union Africaine, alors que nous avons des matières ! La responsabilité la plus grande, pour le changement, revient aux dirigeants africains, à la société civile africaine, aux partis politiques africains, à la masse, aux jeunes (...). »

**Idriss Deby, président tchadien, lors de la clôture du Forum économique sur la paix et la sécurité en Afrique, Afrk.com, 17 décembre 2014**

« En démocratie, l'alternance, c'est la succession des dirigeants et des partis ou coalitions politiques à la tête de l'État, par le vote. Il s'agit d'une alternance des idées, des opinions, des compétences, des méthodes de gouvernement ou de gestion de l'État, essentielle dans tout système démocratique. »

**Bonaventure Mbaya, vice-président de l'Alliance progressiste de l'Afrique centrale, La Semaine Africaine, 16 décembre 2014**

« On a toujours vu la culture comme la dernière roue d'une charrette alors qu'elle est le socle de tout pays »,

**Hervé Honla, journaliste culturel de l'observateur Ouaga, le Faso.net, 18 janvier 2014**

« La presse en Afrique, c'est le miroir qui déforme mais qui permet de voir les imperfections, la vanité notamment des hommes politiques. »

**Alpha Blondy, chanteur ivoirien, le Magazine de l'Afrique, août-septembre 2014**

## SOCIÉTÉ CIVILE

## L'Œil du peuple en quête d'une meilleure lisibilité

En vue d'atteindre un tel objectif, le président de cette plate-forme de la société civile congolaise, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, a fait de la structuration de cette organisation, un enjeu majeur pour 2015



El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka ; crédit photo Adiac

En effet, l'Œil du peuple organisera cette année des assemblées générales des ONG et associations qui y sont membres dans les villes de Brazzaville, Pointe-Noire, Ouesso et dans les départements du Niari ainsi que des Plateaux. El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a, par ailleurs, annoncé l'organisation dans les délais, d'un séminaire de formation. Celui-ci portera sur le rôle des dirigeants de la société civile et leur implication dans la réalisation des activités.

## Un bilan jugé élogieux

La première réunion de l'année de la coordination nationale et du commissariat au compte de l'Œil du peuple tenue le 14 janvier à Brazzaville,

a aussi permis au président de faire le bilan des activités de cette plate-forme de la société civile créée en juillet 2014. « Avec 167 ONG et associations pour Brazzaville, 58 ONG et associations pour Pointe-Noire, 12 réseaux constitués qui couvrent l'essentiel des secteurs qui touchent à la vie du peuple, l'Œil du peuple a un bel avenir ; son futur est prometteur et radieux », s'est réjoui El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, ajoutant que le bilan de leur action était élogieux.

## L'Œil du peuple commente le message du chef de l'Etat

Commentant l'actualité nationale, le président de l'Œil du

peuple s'est dit satisfait du discours de fin d'année du président de la République car il accorde, selon lui, une importance capitale à la paix, gage de développement et stabilité pour un pays. S'agissant du débat sur la Constitution du 20 janvier 2002, il a souligné qu'il n'a pas été occulté. « Le président de la République, se réfère toujours au peuple qui est le dernier recours. Il sera sollicité le moment venu pour trancher définitivement sur la question. A ce sujet, la position de l'œil du peuple n'a pas changé. Nous nous sommes déjà prononcés pour le changement justifié de la Constitution du 20 janvier 2002 », a-t-il réprécisé.

Quant au dialogue citoyen envisagé, l'Œil du peuple qui ne s'oppose pas à cette initiative, pense que ce rendez-vous aboutira au référendum dont la décision revient au chef de l'Etat en accord avec les forces vives de la nation. « Notre engagement est total aux côtés de tous ceux qui œuvrent pour la paix et disent non à la politique des armes. J'en appelle ainsi au sens de responsabilité de nous tous. Que la démocratie s'exprime pour que les Congolais aient une vision précise de leur pays et de leur destin », espère-t-il.

Abordant enfin l'actualité internationale, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka a, au nom de sa plate-forme, salué la mémoire des victimes de Charlie Hebdo, tombées le 7 janvier dernier à Paris. C'est ainsi qu'il a condamné « l'intolérance des islamistes terroristes qui ramment à contre-courant de la liberté d'expression ».

**Parfait Wilfried Douniama**



Une expertise à votre portée

## DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions\* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :  
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Elaborer, financer et piloter un plan de formation	5 jours	2 au 6 février 2015	500 000 FCFA
Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance	5 jours	9 au 13 février 2015	500 000 FCFA
Les techniques de recouvrement	3 jours	18 au 20 février 2015	350 000 FCFA
Gestion efficace des archives et classements	4 jours	24 au 27 février 2015	450 000 FCFA

\*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

## IMMIGRATION CLANDESTINE

## L'opération « Mbata ya Bakolo » reprend

**Déclenchée le 4 avril 2014 pour assainir les villes congolaises menacées par des formes nouvelles de criminalité et lutter contre l'immigration clandestine, la relance de « Mbata ya Bakolo » est annoncée pour le 20 janvier, à en croire le directeur général de la police, le général Jean-François Ndengué**

Si la première phase a beaucoup plus concerné les sujets originaires de la République démocratique du Congo (RDC) en situation irrégulière dont certains étaient à l'origine de plusieurs actes de banditisme, l'opération touchera cette fois, tout sujet étranger résident irrégulièrement au Congo. Selon une source proche de la police, il s'agit d'une opération spéciale dont la réunion de cadrage s'est tenue le 19 janvier à la direction générale.

A quelques heures de la relance

de cette opération, la direction de l'immigration et de l'émigration est prise d'assaut par des étrangers en passe de régulariser leur situation. Il s'agit notamment des Ivoiriens, Burkinabè, Rwandais, Guinéens, Sénégalais, Maliens et bien d'autres. Du côté de l'administration, des dispositions sont déjà prises. En effet, par note n° 003/MID/DGST/DI du 3 janvier 2015, il a été mis en place une commission mixte composée de la direction départementale de la surveillance du territoire et celle de l'immigration pour contrôler tous les étrangers vivant à Brazzaville.

Ceci n'exclut pas, cependant, les tentatives de corruption des éléments de la police commis à cette action de portée publique. Le 27 juin 2014, le directeur général de la police les mettait en garde sur les « dérives inac-

ceptables » de certains d'entre eux qui ont transformé « Mbata ya Bakolo » en un véritable fonds de commerce. Donc, les Ouest-Africains et les Libanais en situation irrégulière au Congo devraient être reconduits à la frontière.

« *Au cours de la deuxième phase de l'opération qui commence, nous nous tournerons vers les autres communautés étrangères installées dans notre pays. Il s'agit principalement de nos frères ressortissants de l'Afrique de l'Ouest. On dit que ces communautés sont très riches. Cela veut dire que leur capacité de corruption égale leur fortune. La tentative sera donc plus grande, les risques beaucoup plus grands encore pour les policiers en mission. Les corrupteurs et les corrompus qui se feront*

*prendre seront sévèrement châtiés. Je les mets en garde ! Je serai implacable* », martelait le général Jean-François Ndengué.

**Plus de 158.724 familles reconduites aux frontières**

S'agissant des statistiques du rapatriement des ressortissants étrangers au Congo lors de la première phase de l'opération « Mbata ya Bakolo », le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, citait le nombre de 158.724 familles embarquées dans les bateaux représentant à peu près 245.000 ressortissants de la RDC qui sont volontairement rentrés. Il s'exprimait le 26 août devant les sénateurs à l'occasion de la séance des questions orales avec débat au gouvernement. Il s'agissait des résultats

en possession du ministère en cette date.

Ces chiffres avaient été annoncés avant le lancement de l'opération « Mbata ya Bakolo » à Pointe-Noire et dans le département du Kouilou où l'on avait enregistré près de 13 000 départs volontaires. En effet, de peur d'être expulsés par les autorités congolaises, bon nombre de clandestins pour la plupart ressortissants de la RDC avaient préféré quitter les quartiers de la ville océane et les autres contrées du Kouilou avant même le lancement de l'opération le 24 décembre dernier.

Rappelons que pour la reprise de l'opération « Mbata ya Bakolo », la police pourrait compter sur la gendarmerie nationale et la police militaire en raison de l'ampleur de la tâche.

**Parfait Wilfried Douniama**

## SÉCURITÉ EN AFRIQUE

## Le renforcement de la coopération se confirme au sommet de Dakar

**Le Forum sur la paix et la sécurité s'est ouvert le lundi 15 décembre à Dakar, au Sénégal. Il vise à concrétiser le projet de la force de réaction rapide africaine pour résoudre les questions de sécurité dans des foyers de tension sur tout le continent.**

La Force de réaction rapide africaine se veut une force d'intervention efficace, bien formée et surtout capable de se déployer en des temps record pour endiguer une situation de crise, comme au Mali, en Centrafrique ou au Nigeria où la secte islamiste Boko Haram continue de semer la terreur. Il s'agira notamment de faire en sorte que les Africains eux mêmes prennent en main leur propre sécurité dans le cadre de ce projet qui n'est pas nouveau, mais qui prend déjà une nouvelle tournure suite à une volonté politique réaffirmée par les dirigeants africains.

L'idée de dynamiser la coopération concernant les questions de sécurité en Afrique avait été maintes fois soulignée au Sommet de l'Elysée à Paris. A cette occasion, le président français François Hollande par exemple avait réitéré l'engagement de son pays pour un partenariat d'une autre nature avec l'Afrique. « *C'est la responsabilité des Africains de maîtriser aujourd'hui leur sécurité, mais la France est prête à apporter son concours, prête à former, à équiper, et apporter du renseignement aux armées africaines.* », avait-il martelé. Le président français avait aussi manifesté la disponibilité de son pays à entraîner 20 000 soldats africains par an, et à mettre à la disposition de l'Union africaine le savoir-faire militaire et technologique de la France. Paris entend également jouer un rôle de facilitateur pour aider les pays où Boko Haram opère en travaillant ensemble pour répondre à la menace jihadiste. Pour un diplomate africain, l'heure a effectivement sonné pour que


les Africains prennent en main leur propre sécurité. « *Il faut qu'à l'avenir, les Français n'aient plus à venir jouer les pompiers chez nous* », a-t-il souligné. Le gouvernement sénégalais se réjouit de l'organisation du sommet de Dakar en ces termes : « *Notre ambition est de faire de Dakar un lieu inédit d'échanges, autour des questions de sécurité sur le continent en réunissant responsables politiques, militaires, industriels et centres de recherches.* »

Du côté du ministère français en charge de la Défense, la rencontre de la capitale sénégalaise est considérée comme un moment privilégié pour renforcer la coopération en matière de sécurité entre Etats africains d'une part, et entre ces mêmes pays et la France d'autre part. « *L'opération Barkhane, qui concerne désormais le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Burkina Faso, et le Tchad, constitue aujourd'hui un levier accélérant la dynamique de coopération régionale* », a noté le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, ajoutant qu'il ne connaissait pas la situation réelle en Afrique avant l'opération Serval.

Pour concrétiser le projet de formation des soldats africains, François Hollande avait lancé un appel aux Européens. « *L'Europe doit savoir se montrer solidaire et responsable dans ce projet.* » Par ces mots, il voulait en quelque sorte convaincre l'Europe à s'engager pleinement sur un dossier, porté avant tout par son pays.

Plusieurs chefs d'Etat sont présents à ces assises. Il s'agit entre autres d'Ibrahim Boubacar Keita du Mali, d'Idriss Déby Itno du Tchad, de Mohamed Ould Abdellaziz de Mauritanie, et de l'hôte du sommet Macky Sall du Sénégal. Outre les chefs d'Etat et de gouvernement, des chercheurs, des universitaires, des représentants d'ONG et plusieurs hauts responsables militaires prennent également part à ce sommet.

**Nestor N'Gampoula**



REPUBLICQUE DU CONGO  
Unité\* Travail\* Progrès

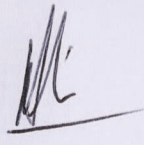
---

## DECLARATION

La Démocratie et la Liberté d'expression sont des valeurs fondamentales auxquelles nous croyons.  
Ces valeurs sont au centre de notre combat politique.  
Nous ne les aliénerons jamais.  
Libres, dans les moments difficiles, nous avons choisi et combattu aux côtés du Président Denis SASSOU NGUESSO pour défendre la liberté, la démocratie et la paix dans notre pays.  
Libre, le Rassemblement Citoyen donnera dans les limites du temps convenable, de manière responsable, sa position sur la question du changement ou non de la Constitution.  
Le choix de notre Parti aura comme fondement la liberté, la démocratie et la paix pour l'intérêt supérieur du Peuple Congolais.

Fait à Brazzaville, le 17 Janvier 2015

Le Président du Bureau Exécutif National



**Claude Alphonse N'SILOU.-**

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

## La CEEAC condamne les attaques de Boko Haram

Dans un communiqué de l'institution d'intégration régionale, le secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-Mi, « condamne une fois encore avec la plus grande fermeté ces actes d'agression dirigés contre un des États membres de la communauté ».

Le Secrétariat général tient particulièrement à féliciter les Forces de défense et de sécurité du Cameroun pour leur bravoure et patriotisme et les encourage à poursuivre leur mission sans relâche jusqu'à l'éradication de ce groupe terroriste. Par la même occasion, il se félicite de la condamnation des activités terroristes de Boko Haram par les autorités tcha-

diennes, ainsi que de leur disponibilité affirmée à appuyer le Cameroun dans ses efforts. Il exhorte les autres États membres de la communauté à manifester également

Pacte d'assistance mutuelle de la communauté.

Enfin, le Secrétariat général de la CEEAC s'engage à saisir les hautes instances du Conseil de paix et de sécurité

le Cameroun et d'éliminer la menace que constitue Boko Haram. Le Tchad a déjà exprimé sa solidarité avec le Cameroun et s'est dit disposé à lui apporter « un soutien actif dans la riposte courageuse et déterminée de ses forces armées aux actes criminels et terroristes de Boko Haram ».

Dans un communiqué publié par le ministre tchadien de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassan Sylla Bakary, les autorités de N'Djamena appellent en outre tous les pays de la sous-région et les membres de la CEEAC à soutenir le gouvernement camerounais en vue de faire échec aux incursions de cette secte. Cette prise de position est interve-

nue après une audience accordée par le chef de l'État tchadien au ministre camerounais de la Défense, Edgard Alain Mebe Ngo'o, porteur d'un message de son homologue Paul Biya. Elle coïncide aussi avec la publication d'un communiqué du représentant spécial de l'Union africaine en République centrafricaine, le général Jean-Marie Michel Mokoko, qui a exprimé sa « satisfaction » quant à l'annonce, par le gouvernement camerounais, du revers essuyé lundi dernier par le groupe terroriste nigérian Boko Haram, lors d'une attaque contre une position de l'armée camerounaise dans la région de Kolofata (Extrême-Nord).

Yvette Reine Nzaba

« un soutien actif dans la riposte courageuse et déterminée de ses forces armées aux actes criminels et terroristes de Boko Haram ».

leur solidarité envers un État membre, conformément aux dispositions pertinentes du

de l'Afrique centrale pour que des actions concrètes soient menées en vue de soutenir

## Le collectif africain de Paris appelle l'Europe à combattre Boko Haram

À l'initiative du collectif de ressortissants du Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun et d'autres pays africains soutenus par les humanistes et citoyens du monde, a eu lieu à Paris, le 17 janvier au Trocadéro, une manifestation contre le silence de l'Afrique et du reste du monde, contre la secte islamique Boko Haram. Pour les manifestants, « on ne peut pas rester indifférent lorsque des innocents se font massacrés sous nos yeux », rappelant les 2 000 morts de ces dernières semaines dans le nord du Nigeria, ainsi que les multiples kidnappings des jeunes filles. Ils ont crié leur rage face au silence de la communauté internationale. Ils ont par ailleurs, interpellé les défenseurs des droits de l'Homme, les forces vives et l'opinion publique et s'interrogent sur le devenir « des grands principes de la charte des Nations unies et du poids moral de son Secrétaire général », ainsi l'autisme des médias.

Pour le collectif « Stop Boko Haram », « ne pas agir, c'est cautionner la barbarie ». « Je suis Charlie, mais n'oublions pas Boko Haram », rappelle le collectif. L'enlèvement au Nigeria de 200 jeunes lycéennes, en avril 2014 avait déclenché des marches de protestation dans le monde, avec l'implication des plus hautes personnalités. Des pancartes inondaient les marches avec les slogan « bring back our girls ». Seulement à ce jour, ces filles n'ont pas encore été libérées.

Au regard d'une série d'arrestation à Paris, à Bruxelles et à Berlin, l'Europe a montré qu'elle était en guerre contre le terrorisme. Considéré comme un groupe terrorisme, le collectif a appelé l'Europe à combattre Boko Haram.

Noël Ndong

## La Russie promet une aide multiforme au Cameroun

Avant la fin de l'année, la Russie se propose, selon son chef de mission à Yaoundé, Nikolay Ratsiborinski, de mettre à la disposition du Cameroun des armements sophistiqués de dernière génération : de l'artillerie lourde, des missiles, des systèmes de protection aérienne, des véhicules blindés pour le transport des troupes.

Reçu le week-end par le président Paul Biya, l'ambassadeur de la fédération de Russie au Cameroun, Nikolay Ratsiborinski estime que le phénomène Boko Haram ne devrait pas être considéré comme un problème interne au Nigeria.

A son avis, il s'agit d'une excoissance du terrorisme international qui doit être traité comme tel. D'où la nécessité, estime le diplomate russe, « d'un soutien international aux efforts du Cameroun régulièrement attaqué sur sa frontière avec le Nigeria, dans la région de l'Extrême-Nord, par cette nébuleuse ».

Moscou est du reste disposé, a ajouté son ambassadeur, à recevoir pour des formations de jeunes Camerounais à l'utilisation de ces équipements et au maniement des armes.

De l'avis du diplomate, la lutte contre Boko Haram ne devrait pas se limiter au plan militaire. Il estime qu'une stratégie, à long terme, devrait également porter sur l'économique et le social. « Moscou, à cet égard, est disposée à réaliser des projets d'infrastructures au Cameroun, notamment dans la région de l'Extrême-Nord ».

La rencontre a permis de faire un tour d'horizon de l'actualité internationale, avec un arrêt sur les grands foyers de tension dans le monde: Ukraine, Irak, Syrie, Bassin du lac Tchad, etc. En outre, Nikolay Ratsiborinski a déclaré que le Cameroun et la Russie sont d'accord pour défendre et consolider le rôle de l'ONU dans la recherche des solutions au règlement des affaires internationales. Cela suppose, à

son avis, la recherche d'un large consensus autour de ces questions et le respect de la souveraineté des États.

Il faut dire que l'offre de la Russie est l'une des retombées positives de l'appel du président Camerounais, Paul Biya à une plus grande mobilisation internationale contre la secte islamiste Boko Haram. En réponse aux vœux du corps diplomatique, le 8 janvier dernier au palais de l'Unité, le chef l'Etat préconisait une « riposte globale » face à la menace « globale » que représente le terrorisme. Dans le même allant, l'on aura noté, la semaine dernière, une ferme condamnation des attaques de Boko Haram par l'Union africaine et l'envoi par le Tchad d'un important contingent au Cameroun. Un acte qui va dans le sens de la consolidation de la solidarité sous-régionale et de la coopération bilatérale entre ces deux pays, membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Y.R.Nz.

## JEUNES, HOMMES, FEMMES

Voulez-vous gagner de l'argent ou améliorer vos revenus ?

Intégrez alors, l'équipe de vente du quotidien

Les DEPECHEs DE BRAZZAVILLE

**Brazzaville** : contact : 84, Boulevard Denis Sassou N'Gouesso à Mpila centre-ville  
Téléphone : 05 532 01 09

**Pointe-Noire** : avenue Germain Bikoumat, immeuble les Palmiers  
(À côté de la radio Pointe-Noire) centre-ville  
Téléphone : 06 649 89 04 – 06 963 31 34 – 04 473 39 85

## CONGO/INDE

## Félix Ngoma évoque les perspectives de coopération entre les deux pays

Profitant de son congé administratif au pays, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo en Inde, Félix N'Goma a eu un entretien exclusif avec les Dépêches de Brazzaville.

**Les Dépêches de Brazzaville : Excellence, parlez-nous du rayonnement du Congo en Inde ?**

**Félix Ngoma :** Deux ans durant, sur la base des actions menées en direction des départements techniques et des milieux d'affaires indiens, la visibilité de la République du Congo en Inde est en train de s'établir progressivement. Les partenaires indiens font désormais la distinction entre la République du Congo et la République Démocratique du Congo. Car ce voisin en face est présent en Inde depuis 1967. De plus, les deux dernières participations du Congo au contrat Inde-Afrique qui se tient au mois de mars de chaque année ont contribué également au rayonnement de l'image du Congo dans ce pays.

La possibilité donnée au Congo d'être pays focus lors de la dixième édition de ce conclave, prestige souvent recherché par toute les ambassades en Inde, est en même de témoigner de cette visibilité du Congo en Inde. L'emplacement de la résidence dans les quartiers les plus prisés de New Delhi ainsi que la qualité de

notre parc auto ici, contribuent également à ce rayonnement.

**L.D.B : Dans quels domaines les deux pays comptent renforcer leur coopération, et quels sont les différents projets prioritaires à réaliser sous peu ?**

**F.N.G :** La première ligne de crédit de 69,47 millions de dollars américain octroyée par le gouvernement Indien au Congo est destinée à la réalisation du projet électrification rurale. Le projet se déroule sur la base d'un programme établi par l'entrepreneur indien Overseas infrastructure Alliance (OAI). Il est suivi par le ministère à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux.

La deuxième ligne de crédit est de 89,9 millions de dollars signée en mars 2014 dans le cadre du projet, amélioration du système de transport à Brazzaville et à Pointe-Noire. L'accord a été signé le 8 octobre 2014 à New Delhi.

La troisième ligne de crédit qui sera signée bientôt est de 55 millions de dollars. Elle concerne l'implantation d'une cimenterie dans le département du Niari.

Dans le cadre du projet d'aide, un laboratoire de produits de qualité sera installé à Pointe-Noire. Ce projet est suivi par le ministère du Commerce et des approvisionnements.

Il sied aussi de signaler le projet panafricain de Téléservice, incluant la télémédecine, la télé-enseignement et la télé communication diplomatique. Pour ce projet, le Congo est un point focal. Tous les autres pays africains devaient bénéficier des services de ce projet depuis le Congo. L'accord entre les deux parties avait été signé le 26 août 2006.

S'agissant du projet de production des engrais chimiques et le projet huilerie destiné à la transformation de l'arachide, une délégation de la société chargée de ce dossier est attendue à Brazzaville pour réaliser les études de faisabilité.

Dans le cadre de l'amélioration du système de transport, l'ambassade a remercié le président de la République, Denis Sassou N'Guesso pour avoir permis au gouvernement congolais de mettre en place un plan d'urgence en affectant 200 bus supplémentaires sur fonds propres. Ce qui permettra à ce projet de gérer un parc de 534 bus. L'ambassade se sert de cette action du gouvernement congolais comme une arme auprès des autorités Indiennes pour montrer que la Ré-

publique du Congo est disposée à mettre en place une coopération mutuellement avantageuse avec les deux pays.

**L.D.B : Le gouvernement Indien offre chaque année, depuis 2012, douze bourses d'études supérieures au Congo. Pourquoi la partie congolaise n'utilise-t-elle pas toutes ces bourses ?**

**F.N.G :** La difficulté est que les bénéficiaires devaient être admis dans les centres de formation sans une année d'apprentissage de la langue anglaise au préalable. Cette difficulté linguistique est commune à tous les pays non Anglophones. Toutes fois, suite à l'entretien que j'ai eu le 21 novembre 2014 avec le nouveau directeur de l'agence Indienne de coopération culturelle, le gouvernement Indien a finalement accordé une année de langue à tout étudiant congolais bénéficiaire d'une bourse d'Etude du gouvernement Indien.

La partie congolaise pourrait dès cette annonce présenter des candidats au douze bourses que le gouvernement indien octroie chaque année au gouvernement congolais par l'entremise de sa représentation diplomatique accrédité en République du Congo, avec Résidence en RDC. Les ministères des affaires étrangères et celui de l'enseignement supé-

rieur ont été mis au courant de ce développement.

**L.D.B : Quel est le nombre exact des étudiants congolais en Inde ?**

**F.N.G :** L'ensemble des jeunes congolais en Inde sont des étudiants privés. Leur nombre est destiné à un peu plus de 200 repartis dans les différentes villes de l'Inde. L'ambassade ne peut donner un nombre exact car beaucoup ne se font pas recenser.

**L.D.B : Quels sont vos impressions après avoir visité la Galerie Congo ?**

**F.N.G :** J'ai été agréablement surpris de voir une Galerie aussi fournie mais qui n'est pas connue du public. C'est une grande richesse. Je remercie les Dépêches de Brazzaville pour cette initiative. Cette galerie devait être mise au grand public pour permettre aux étrangers de se rendre compte de la richesse culturelle de notre pays. Ce qui a attiré mon attention, ce sont les pièces anciennes qui retracent la vie socio-politique du Congo. On retrouve les pièces non seulement du Congo mais également celles de toute la sous-région. Propos recueillis par Bénédicte de Capèle et Yvette Reine Nzaba

*Propos recueillis par Yvette Reine Nzaba*

## Carte Salaire

La solution salaire pour les entreprises



AG Partners

BGFI Bank Congo - DMC - Octobre 2014

afao  
ISO 9001  
Qualité  
dans l'entreprise

Pratique, Sécurisée, Rapide, Simple, Economique, Moins chère.

Tél.: +242 06 944 50 85/05 544 85 22  
+242 05 544 89 88/05 544 85 20  
Fax : +242 22 281 50 89/90  
Email : eqccongo@bgfi.com

[www.bgfi.com](http://www.bgfi.com)



**BGFI Bank**  
Votre partenaire pour l'avenir



## FORUM DE RÉCONCILIATION

## La population appelée à une participation massive

Depuis ce lundi 19 janvier, les autorités en charge de l'organisation du forum de Bangui, ont entamé des consultations populaires dites « à la base » auprès des citoyens sur l'ensemble du territoire national et des pays voisins. C'est un engagement pris par les signataires de l'accord de cessation des hostilités, le 23 juillet 2014 à Brazzaville.

Durant trois semaines, vingt et cinq équipes de travail vont interroger toutes les couches sociales centrafricaines sur toute l'étendue du territoire national. Outre, les seize préfectures de la République centrafricaine, ces consultations seront également menées au Cameroun, au Tchad, au Congo-Brazzaville et en République démocratique du Congo (RDC), des pays limitrophes où se trouve une forte population de réfugiés centrafricains.

En effet, dans chaque préfecture, il y aura trois jours de discussions où les équipes vont enregistrer le ressenti des populations, les difficultés auxquelles elles ont été confrontées et les propositions de sortie de crise. « L'objectif des consultations à la base est de recueillir les thèmes de discussions et les propositions de participation pour le forum de réconciliation nationale », a indiqué prof. Anicet Guiyama-Massogo, ministre conseiller chargé du dialogue politique et social à la présidence.

Pour prof. Anicet Guiyama-Massogo, la campagne qui vient d'être lancée est tout justifiée, « c'est une des clauses de l'accord de cessez-le-feu conclu par les protagonistes de la crise centrafricaine, à savoir les ex-rebelles de la Séléka et leurs adversaires des milices anti-Balakas, le 23 juillet 2014 à Brazzaville, sous l'égide du président congolais, Denis Sassou N'Guesso, médiateur de la crise au nom de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. »

D'après une source bien informée, le ministre conseiller chargé du dialogue politique et social à la présidence s'était rendu le week-end dernier à Brazzaville. Le but de la mission était de solliciter la présence à Bangui du médiateur, Denis Sassou N'Guesso, à la cérémonie du lancement des consultations populaires. Mais, compte tenu d'une autre cérémonie relative à l'ouverture de la Coupe d'Afrique des Nations de football en Guinée Equatoriale, cette offre a été déclinée.

Ce processus est une étape importante de la transition, dont le mandat s'achève en août prochain, après la tenue d'élections présidentielle et législatives destinées à désigner de nouvelles institutions démocratiques, plus de trois ans après le début en décembre 2012.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

## ENVIRONNEMENT

## 100 personnes disparues suite à un naufrage sur le fleuve Oubangui

Une équipe de secours est à pied d'œuvre, selon les autorités, pour tenter de trouver les personnes disparues.

La barge « Nouvelle Jérusalem » a été détruite le 12 janvier par un incendie suite à l'explosion de son moteur. Son naufrage s'est produit au niveau de la localité de Modalé, à 125 km en aval de Bangui, la capitale. Mais la nouvelle de l'accident naval n'est parvenue que le 15 janvier dans cette ville. « Au moins quatre-vingts personnes sont montées à bord au départ de Bangui. D'autres ont aussi embarqué avec leurs bagages au cours du parcours, portant à plus de cent personnes le nombre des passagers », a expliqué un responsable de la force navale centrafricaine. D'après cette source, c'est à partir de Modalé que le moteur a pris feu et a explosé pour des raisons encore non élucidées.

Un incendie a suivi et a consumé toute l'embarcation, jetant tout le monde à l'eau sans moyen de sauvetage. « Pour l'instant, un seul corps, celui d'un enfant, a pu être repêché et transféré à Bangui en compagnie de sa mère, l'une des rares rescapés. Il est encore difficile de déterminer le nombre exact des personnes disparues. Car il n'y a aucune équipe de secours », a-t-il ajouté.

Joseph Tagbalé, maire du 7<sup>e</sup> arrondissement de Bangui où se trouve le

port fluvial de la capitale, a expliqué qu'il est difficile actuellement de dire exactement le nombre de personnes qui étaient à bord de Nouvelle Jérusalem, ni celui des personnes repêchées. « Nous demandons aux autorités et aux services compétents de favoriser les recherches pour voir s'il n'y a pas d'éventuels survivants », a-t-il lancé.

Pendant la saison pluvieuse, la voie routière en Centrafrique est impraticable. Les commerçants et d'autres usagers sont souvent obligés d'emprunter la navigation fluviale pour leur déplacement dans le pays. Les barges fluviales appelées baleinières en Afrique centrale, souvent vétustes, sillonnent l'Oubangui et les rivières centrafricaines. Leurs chargements échappent à tout contrôle : des barges surchargées de passagers, de marchandises ainsi que de bétail. Il est souvent fait état de respect de la réglementation par les responsables des embarcations, en violant par exemple l'interdiction de naviguer la nuit. La plupart des naufrages survenus sur cette voie ont eu lieu la nuit. Le 11 septembre 2014, au moins quatre-vingts personnes avaient été portées disparues après un naufrage sur la rivière Mpoko située au sud de Bangui.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

## BANGUI

## Andjilo, un chef anti-balaka arrêté à Bouca

Le chef redoutable d'une fraction des miliciens anti-balaka, nommé Andjilo de son vrai nom Rodrigue Ngaïbona serait arrêté samedi 17 janvier à Bouca (nord) et conduit à Bossangoa par des éléments des casques bleus de la Minusca camerounais. La Minusca n'a pas encore confirmé l'information.

Selon une source humanitaire, Andjilo aurait été arrêté à Bouca par le contingent camerounais de la Minusca, avant d'être transféré à Bossangoa dans la même journée. « Andjilo est

entre les mains des éléments de la Minusca à Bossangoa. Le parquet est saisi pour la suite », a confié cette source humanitaire.

Les circonstances de cette arrestation ne sont encore pas connues. Toutefois, Andjilo est présumé coupable d'actes de violences dans les quartiers du nord de Bangui et dans la région de Bouca et Bossangoa.

Pas plus tard qu'il y a deux semaines, Andjilo était revenu au bon sens dans le quartier Boy-Rabe à Bangui, pour traquer

les éléments « récalcitrants » des anti-balaka qui brillent par des actes de violences et banditisme dans le secteur.

La Minusca avait lancé la fin de l'impunité des auteurs d'actes de violence et autres crimes commis dans le pays.

Aucune information officielle n'est donnée sur cette situation. Des sources concordantes, Andjilo serait transféré à Bangui dans la nuit du samedi à dimanche et détenu à la prison centrale de Ngarangba.

## L'Eufor-Rca baptise le pont de Sica2-Castor et promet de l'inaugurer le 29 janvier prochain

Le pont métallique posé entre les quartiers Sica2 et Castor est baptisé Pont de l'unité par la force européenne, déployée en République Centrafricaine dans le cadre de soutien à la paix. La cérémonie inaugurale de cet ouvrage public aura lieu dans douze jours, soit le 29 janvier prochain. L'annonce a été faite dans un communiqué de presse publié le 16 janvier.

La mise en place du pont de l'unité, vise à faciliter les échanges entre les 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>

arrondissements de Bangui et, plus largement, à fluidifier les échanges Nord-Sud au sein de la capitale.

Selon le document publié, la dénomination du Pont de l'unité a été justifiée par la devise de la République Centrafricaine. Cette structure temporaire résulte d'une coopération étroite entre les autorités centrafricaines et l'Union européenne. Elle restera en place jusqu'à l'achèvement du pont en béton actuellement en construction

sur l'avenue de France sous le financement européen, indique le communiqué

En attendant la cérémonie inaugurale et à compter du 18 Janvier à 6 heures, des essais et des vérifications devront être conduits avant la validation technique définitive de l'ouvrage. A cet effet, les voitures ne pourront transiter chaque jour qu'entre 6 heures et 12 heures. L'installation du nouveau pont de Sica2-Castor a été faite les 12 et 13 janvier 2015.

## Dominique Ongwen transféré à Bangui et remis à une équipe de la CPI

Dominique Ongwen a été transféré à Bangui dans la soirée du vendredi. Il a été ensuite remis, selon le procureur de la République, à une équipe de la Cour Pénale Internationale après son identification.

La mission conduite par le procureur général et le procureur de la République a ramené Dominique Ongwen à Bangui. Cette information a été donnée au RJDH par le procureur de la République Ghislain Gresenguet.

Une fois transféré à Bangui, le numéro 2 de la LRA a été remis à une équipe de la Cour Pénale Internationale. « Nous avons ramené Dominique Ongwen à Bangui. Nous avons procédé à son identification puis il a été remis à une équipe de la Cour Pénale Internationale qui séjourne en République Centrafricaine pour la cause. Pour le moment, les formalités de transfert de Dominique Ongwen sont en cours », a précisé le procureur de la République.

Le RJDH n'a pas pu entrer en contact avec cette équipe de la Cour Pénale Internationale pour avoir des précisions sur l'opération de transfert de Dominique Ongwen. Selon des sources non officielles, le pré-

sumé serait gardé au niveau de la Section de Recherches et d'Investigations (SRI). Mais cette information n'a pas été confirmée par le procureur

la région. Ce dernier est sous un mandat d'arrêt international émis par la Cour Pénale Internationale depuis 2005.

Ce sera la première fois dans



de la République et certains cadres de la justice que nous avons pu joindre.

Dominique Ongwen a été arrêté le 3 janvier 2015. Cette arrestation a été revendiquée par les ex-Séléka opérant dans

l'histoire de la coopération entre la RCA et la CPI, que les autorités centrafricaines livrent quelqu'un sous mandat à la CPI.

Source : Réseau des Journalistes pour les Droits de l'homme (RJDH-RCA)

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 20<sup>e</sup> journée

Remplaçant au coup d'envoi du déplacement de Lille à Lorient (0-1), Kévin Koubemba est entré à la 18e minute. Une première apparition difficile au sein d'un collectif lillois déréglé. L'international congolais a touché 38 ballons (2 gagnés, 19 perdus) pour 3 tirs dont 1 cadré.

Sans Prince Oniangue, Reims coule à Caen (1-4).

Christopher Maboulou était titulaire lors du match nul de Bastia à Toulouse (1-1). Rapidement blessé à la cuisse, il a été remplacé à la 13e après avoir touché 5 ballons (1 touché, 4 perdus).

Dylan Bahamboula est resté sur le banc lors de la victoire de Monaco face à Nantes (1-0). Jules Iloki n'était pas retenu dans le groupe nantais.

Giannelli Imbula était titulaire lors de la victoire de Marseille face à Guingamp (2-1). Brice Samba junior était remplaçant et Ladislas Dou-niama était logiquement absent.

Ligue 2, 20<sup>e</sup> journée

Sans Hugo Konongo, non retenu, Clermont l'emporte à Arles-Avignon 3-1.

Le Stade Brestois d'Oscar Ewolo est tenu en échec à domicile face à Niort (0-0).

Sans Tobias Badila, blessé, Nancy recevra Or-léans et Bruce Abdoulaye ce lundi.

National, 18e journée

Sans Clevid Dikamona, resté en tribune, Le Poiré-sur-Vie s'incline chez le Paris FC (0-1).

Sans Marvin Baudry, Amiens s'incline à domi-cile face à Dunkerque (1-2).

Chômage technique pour Rahivi Kifoueti et Lu-çon : leur match face au Red Star a été reporté

à cause des intempéries.

## La diaspora en Europe

Angleterre, 22<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Stoke City et Steven Nzonzi s'imposent à Lei-icester (1-0). Et sont dixièmes au classement.

Angleterre, 26<sup>e</sup> journée, 3e division  
Victoire de Gillingham face à Coventry (3-1). Amine Linganzi n'était pas dans le groupe.

Belgique, 22<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> journée

Sans Francis Nganga, parti à la CAN, Charleroi débute l'année civile 2015 par une défaite à do-micile face au Cercle de Bruges (0-2).

Belgique, 22<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

Mons bat Heist 2-0. Jordan Massengo et Yan-nick Loemba étaient titulaires. Le premier a joué tout le match et le second a été remplacé à la 80<sup>e</sup>.

Sans Mael Lépicier, en phase de reprise, Antwerp l'emporte 2-1 à Malines.

Ecosse, 20<sup>e</sup> journée, 2<sup>e</sup> division

En l'absence de Dominique Malonga, Hibernian corrige Cowdenbeath (5-0).

Espagne, 18<sup>e</sup> journée, 1<sup>re</sup> division

Sans Phitzérald Mbaka et John-Christopher Ayina, laissés à disposition de la réserve, Getafe chute à do-micile face au Real de Madrid (0-3).

Sans Thievy Bifouma, Almeria s'incline à Va-lence (2-3).

Camille Delourme

## Samuel Eto'o arrive à la Samp' !

L'attaquant camerounais est sur le point de signer à la Sampdoria de Gênes. Il quitte Everton, en Angleterre, pour l'Italie.

Le championnat de première division du football italien manquait cruellement de représentant d'Afrique centrale jusqu'ici. Les joueurs africains dans les clubs du « calcio » présentent une écrasante majorité d'originaires d'Afrique de l'Ouest. La lacune va être comblée désormais car un des dignes fils de la sous-région, un garçon dont les crampons ne servent pas qu'à frimer sur la pub, arrive en plein centre d'Italie dans les prochaines heures. A Gênes la Sampdoria, 5<sup>e</sup> du classement de première division, attend Samuel Eto'o en sauveur.

Le jeune attaquant de génie a pris sa retraite de la sélection nationale du Cameroun, les Lions Indomptables. À 33 ans, il les regardera désormais de son fauteuil alors qu'ils seront sur le terrain de Malabo (Guinée Équatoriale) ce mardi, pour leur premier match de CAN-2015 qui les opposera au Mali dans cette poule D dont on dit qu'elle sent le soufre. Au sein des Lions Indomptables, Eto'o a tout donné et tout reçu : 56 buts en 118 présences ; primat du meilleur buteur, joueur africain de l'année, trophée Pichichi etc...

En Italie, le joueur n'arrive pas en inconnu. Il est venu à Milan deux fois à partir de 2010, portant son dévolu sur l'Inter, l'autre grand club de la capitale économique italienne (avec l'AC Milan du magnat Silvio Berlusconi). Son talent lui a valu de voir du pays allant de l'Espagne, à l'Italie, l'Angleterre (Chelsea et Everton) et jusqu'aux steppes gelées de l'orient russe. Toujours pour des contrats pharamineux. Pour la Sampdoria, le montant de la transaction tardait à être connu, mais il est certain qu'il n'y viendra pas pour un salaire de ramasseur de balle.

Lucien Mpama

" Saviez - vous que le vin sans alcool lutte contre les maladies du coeur ? "



**0% Alcool**

*Joyeux Noël & Meilleurs Vœux*

05 700 02 20 / 05 700 02 18

Enfin la vrai bière sans alcool



**Budweiser Budvar**

0% FREE

Lieux de Ventes Brazzaville :

**Point 'n' allégé** - Toutes les CAVES de la ville

Lieux de Ventes Pointe-Noire :

**Casino Point 'n' allégé** - **CAVE**

Déjà disponible dans toutes les boulangeries, les caves et super-marchés



# 10/10\*



## Le crédit à la consommation qui s'adapte à vos besoins

Offre soumise à conditions et contingentée.

\* Taux 10%, durée 10 mois



BCI, créateur de solutions financières

## MANIFESTATION CONTRE LA LOI ÉLECTORALE

## Les Kinois font monter la pression

**Des forces de l'ordre se sont déployées dans plusieurs places publiques de la ville le 19 janvier depuis la matinée afin de déjouer l'appel de l'opposition invitant à une mobilisation générale contre le projet de loi électorale en cours de discussion au Parlement.**

Journée particulièrement agitée que celle vécue par les Kinois le lundi. Une journée essentiellement marquée par le mot d'ordre de l'opposition appelant à une marche de protestation contre le projet de modification de la loi électorale en cours d'examen dans les deux chambres législatives. L'invitation à la contenance des autorités qui tenaient à déjouer le plan de l'opposition à grand renfort médiatique n'a pas produit l'effet escompté sur une population kinoise visiblement acquise à la cause des anti-révisionnistes. Redoutant le déferlement de la population vers le siège du Parlement nonobstant le fait que ladite loi querrellée avait été votée le 17 janvier, l'autorité provinciale de la police avait pris des dispositions sécuritaires importantes.

Les grands carrefours de la ville étaient quadrillés par les forces de l'ordre. Des policiers et militaires de la garde républicaine armés jusqu'aux dents déployés par dizaines tenaient en respect les passants aux alentours du Palais du peuple. Toutes les avenues menant vers l'hémicycle étaient

interdites d'accès obligeant ainsi les conducteurs à faire de longs contours. Expliquant cette forte présence militaire dans la ville, le porte-parole du gouvernement a laissé entendre qu'elle était motivée par le besoin de sécuriser l'arrivée du président angolais Édouard dos Santos attendu le même jour à Kinshasa et protéger le siège du Parlement.

Les premières escarmouches entre les manifestants et les policiers ont eu lieu à l'Université de Kinshasa sur fond de coups de feu et de gaz lacrymogènes. Des étudiants chauffés à blanc ont réquisitionné deux bus Transco avant de les brûler. Puis ils s'en sont pris aux bureaux de deux de leurs professeurs réputés proches de la majorité présidentielle et défenseurs acharnés de la révision constitutionnelle, en l'occurrence Évariste Boshab et Jean Louis Esambo. Ces deux faucons du régime, constitutionnalistes de leur état, ont vu leurs dossiers gardés soigneusement dans leurs cabinets situés dans l'enceinte de l'université partir en fumée. Transformé en une place forte, le rond-point Ngaba, une des voies d'accès menant au campus, était littéralement investi par des policiers.

Un scénario qui a eu un effet d'entraînement dans d'autres sites universitaires et académiques tels que l'UPN, l'Ista/Ndolo, l'ISC,



Une patrouille de la garde républicaine sillonnant la ville

etc où des étudiants devraient en découdre à l'arme blanche avec des policiers armés. Ces derniers les ont tenus à l'œil tout au long de la journée. À l'est de la ville, précisément dans les communes de Ndjili, Masina et Kimbaseke, l'agitation était également perceptible à l'image des pneus brûlés et des barricades de fortune érigés pour gêner la circulation des patrouilles de la police. À la place Victoire, sur l'avenue ex-24 novembre dans la commune de Ngiri-Ngiri, à Bandalungwa vers l'avenue Assolongo, aux alentours du rond-point Ngaba, à Yolo-Ezo

dans la commune de Kalamu, l'effervescence était perceptible pendant que dans certains quartiers c'était le calme plat.

Dans la foulée, des hélicoptères survolaient la ville sur fond des vrombissements dissuadant ainsi de nombreux kinois à ne pas sortir. Moralité : Kinshasa a ressemblé, le temps d'un éclair, à une ville morte. Des avenues entières vidées de leur monde, des magasins et boutiques fermés, des écoles, des hôpitaux et l'administration publique fonctionnant au ralenti. Tel était le tableau quasi apocalyptique offert par la capi-

tale ce lundi 19 janvier. Ce n'est qu'en début d'après-midi que la situation a commencé à se stabiliser.

Comme qui dirait, le fossé entre les institutions enfermées dans leur tour d'ivoire et le peuple qui aspire à l'alternance, ne fait que se creuser davantage. De quoi craindre pour la suite du processus électoral en RDC. Quelques témoins affirment qu'il y a eu mort d'homme notamment dans la commune de Lemba sans en fournir toutefois des explications plausibles.

Alain Diasso

## Des opposants dénoncent leur séquestration par la police

**Le député national de l'opposition Franck Diongo, président du MLP, affirme que le siège de son parti a été cadenassé de l'extérieur pour empêcher ses militants d'en sortir.**

Chaque fois que l'opposition organise une manifestation dans la ville, quelle que soit sa nature, l'autorité urbaine y va aussi de sa stratégie pour annihiler son action. Ce qui tient lieu d'un rituel a été de nouveau expérimenté le 19 janvier. La marche que les leaders de l'opposition attendaient organiser ce jour n'avait pas requis l'autorisation préalable pour autant qu'elle frisait la subversion. C'est dans cette optique qu'il faudrait inscrire la forte présence policière observée dans plusieurs quartiers généraux des partis politiques de l'opposition. C'est notamment le cas de l'Union pour la Nation (UNC) qui a vu son siège situé à quelques encablures du Palais du peuple sur l'avenue de l'enseignement être investi vers 1 heure du matin par des hommes en uniforme. C'est en tout cas ce qu'a révélé l'opposant Vital Kamerhe qui affirme avoir passé la nuit au siège de son parti en compagnie de son collègue de l'opposition Jean Claude Muyambo.

« À une heure du matin, nous avons été séquestrés par des policiers qui ont mis des cadenas dans nos sièges de sorte qu'on ne sorte pas. D'abord, ils ont tenté d'entrer la nuit. Les combattants ont résisté. Ils ont mis des cadenas », ex-

plique le leader de l'UNC cité par AFP. Même situation pour l'opposant Franck Diongo du MLP dont les bureaux sont situés sur l'avenue de l'Enseignement en diagonal de ceux de Vital Kamerhe. Il affirme que le siège de son parti a été cadenassé de l'extérieur pour empêcher ses militants d'en sortir. D'autres cadres de l'opposition accusés d'avoir mobilisé contre la révision constitutionnelle à l'instar de la vice-présidente de la Fédération nationale des femmes de l'UNC auraient également subi le même sort, à en croire la même source. Des allégations que rejette en bloc le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, qui y voit une manière pour ces leaders de l'opposition de chercher à se faire une pub sur le dos de la population après l'échec de leur stratagème d'empêcher le vote de la nouvelle loi électorale. « Personne n'est séquestré à ma connaissance au niveau des quartiers près du stade des Martyrs et du Palais du peuple sauf s'il a passé la nuit là-bas à faire des choses assez bizarres puisque personne n'a établi sa résidence dans un bureau de parti », a-t-il ironisé.

Rappelons que le nouveau texte fait du recensement de la population un préalable à l'organisation des prochains scrutins présidentiel et législatifs. Ce que récuse l'opposition qui y voit une manœuvre de prolonger le mandat de Joseph Kabila au-delà de 2016.

A.D.

## LUNDI SOMBRE

## Accès de fièvre à Kinshasa

**La capitale a vécu une journée pas comme les autres avec des foyers de tension signalés dans les points chauds ayant conduit à une intervention musclée des forces de l'ordre.**

Le décor était planté aux premières heures de la matinée. « Pour un lundi matin, la circulation est très timide. Les usagers de la route ne sont pas rassurés », a indiqué un passant. En effet, les véhicules ont commencé à circuler tardivement mais le trafic était loin de ressembler aux jours ordinaires. « J'ai quitté Limete jusqu'à mon lieu de travail à Gombé sans rencontrer d'embouteillages », a-t-il poursuivi. Autre signe d'un malaise, les élèves ont déserté les artères de la ville. « Beaucoup de parents ont préféré garder leurs enfants à la maison. La veille, il y a eu une mise en garde des politiques », a expliqué un parent. Même les écoles réputées très austères ont pris la précaution de libérer les élèves.

Le trajet nous conduisant au centre-ville s'est passé quasiment normalement. Mais les rassemblements populaires spontanés dans les coins de rues ont témoigné d'une inquiétude grandissante. Jusqu'à 8 heures, il n'y a eu quasiment aucun coup de feu perceptible mais la situation n'était déjà pas bonne. « Nous avons suivi à la radio l'encercllement de la résidence de Vital Kamere à Kasa-Vubu. Il était en réunion avec le bâtonnier Muyambo. Les forces de l'ordre lourdement armées ont bloqué l'accès à cette maison qui est en fait le siège de son parti, l'UNC », a renchéri un autre kinois. Le leader de l'UNC qui a participé avec d'autres forces politiques de l'opposition à l'appel à la mobilisation populaire aurait été bloqué depuis une heure du matin, selon ses propos recueillis par une chaîne périphérique. Au cours d'un direct sur TV5, Vital Kamere a annoncé des mouvements similaires de protestation au vote

de la loi électorale au Nord-Kivu et au Katanga. Au centre-ville, l'ambiance est plutôt morose. Le passage régulier des hélicoptères de l'armée a participé à la fois à l'apaisement et à la crispation. « On nous a informés de l'entrée des forces angolaises. Finalement, il paraît que le président angolais est arrivé à Kinshasa pour des entretiens avec son homologue congolais ». Effectivement, la chaîne nationale a consacré du temps à cette visite officielle, montrant les deux chefs d'État dans une ambiance très détendue. De son côté, le ministère de la Communication a tenté également de rassurer les Kinois tout en reconnaissant des « débordements ».

Les nouvelles ont circulé très vite. « Il y a des troubles de mon côté, à Kasa-Vubu. Un véhicule a été incendié. On parle également des mouvements à l'Université de Kinshasa. Mon inquiétude est l'annonce des pillages, de pneus brûlés et des tirs parfois nourris », a confié un journaliste. Selon d'autres informations, un groupe non autrement identifié a pillé une boutique appartenant à des Chinois sur l'avenue Kapela, à Yolo. Sur place, un conteneur de police a été également brûlé mais finalement la situation est rentrée dans l'ordre.

Dès les premières heures de l'après-midi, le centre-ville a commencé à se vider progressivement. « C'est le troisième bus rempli comme un œuf qui quitte le centre-ville. À Limete, j'ai vu les longues colonnes de piétons sur les deux voies du boulevard Lumumba », a dit le journaliste. La journée s'est achevée dans une certaine confusion mais le processus de décrispation était bien en cours, avec des tirs sporadiques de plus en plus espacés. Quelques jeunes ont commencé à se regrouper de nouveau cette fois pour parler d'une journée où la capitale a retenu son souffle.

Laurent Essolomwa

TRANSPORT TRANSFRONTALIER

# La RDC et l'Angola signent quatre accords de coopération bilatérale

La compagnie nationale angolaise pourrait, au terme desdits accords, reprendre ses vols vers Kinshasa et vice-versa, liaison qui était interrompue depuis plus de trois ans.

Le président angolais, José Edouardo do Santos, a effectué le 19 janvier une visite officielle à Kinshasa. C'était en réponse à l'invitation que son homologue congolais Joseph Kabila lui a adressé lors de son séjour à Luanda le 20 septembre 2010. La visite à Kinshasa du président angolais a été marquée essentiellement par la signature de quatre accords de coopération en matière de transport signés par les deux délégations. Ces quatre accords bilatéraux portent respectivement sur l'exploitation du service aérien, sur le transport ferroviaire transfrontalier, sur le transport routier transfrontalier et sur le transport maritime. Dans le domaine du transport aérien, l'on se réjouit d'ores et déjà de l'imminence de la reprise par la compagnie nationale angolaise de ses vols à destination de Kinshasa, lesquels vols avaient été interrompus depuis plus de trois ans suite aux repréailles qui avaient caractérisé, de part et d'autre de la frontière, les expulsions des ressortissants irréguliers de deux pays.

Les deux chefs d'État en ont profité, par ailleurs, pour examiner la situation politique et sécuritaire dans la région. Le chef de l'État angolais a félicité à cette occasion son homologue congolais pour les efforts entrepris dans ce cadre et, surtout, pour les résultats jusque-là obtenus conformément aux résolutions contenues dans l'Accord cadre d'Addis-Abeba en rapport avec l'éradication des forces négatives qui empestent les Grands lacs africains. Les deux chefs d'État ont pris l'option de consolider les acquis ainsi obtenus tout en se convenant de conjuguer les efforts en vue de parachever le processus de neutralisation des groupes armés, internes ou externes, encore actifs à l'est de la RDC.

Alain Diasso

RDC

# Incidents lors d'une manifestation de l'opposition à Kinshasa

Des incidents ont éclaté lundi à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC), où une manifestation à l'appel de l'opposition contre la réforme de la loi électorale a dégénéré.

Les forces de sécurité ont eu recours au gaz lacrymogène contre plusieurs centaines de lanceurs de pierres. Des piles de pneus ont été incendiées dans

la ville, survolée par deux hélicoptères de l'armée. Les forces anti-émeutes et la garde présidentielle sont mobilisées. Des manifestations ont également été signalées à Goma, la principale ville dans l'est du pays, où un journaliste de Reuters a vu deux personnes au sol, touchées par balles. L'opposition, qui dénonce un «coup d'État constitutionnel», redoute que la réforme de la loi électorale soit une manœuvre du président Joseph Kabila afin de repousser

de plusieurs années la tenue des prochaines élections, prévues pour 2016. La réforme, approuvée au cours du week-end dernier par la chambre basse du Parlement, devrait être examinée au Sénat à partir de lundi. Elle prévoit qu'un recensement complet de la population soit menée à bien avant la tenue des prochaines élections. (Aaron Ross avec Kenny Katombe à Goma)

Aaron Ross et Kenny Katombe

RDC FACE À LA ZAMBIE

# Pas de scène de liesse à Kinshasa

Les Léopards de la RDC ont disputé, le 18 janvier, à Ebibeyin en Guinée Équatoriale, leur première rencontre du groupe B de la phase finale de la 30e Coupe d'Afrique des Nations. Le score d'un but partout contre les Chipolopolo de la Zambie n'a visiblement pas été satisfaisant pour les sportifs congolais.



Yannick Bolasie élu homme du match entre la RDC et la Zambie

Il n'y a pas eu de scène de liesse à Kinshasa où des millions de téléspectateurs ont suivi ce match qu'ils ont jugé prenable pour les joueurs du sélectionneur Florent Ibenge. Et justement pour cette rencontre, le technicien franco-congolais a titularisé Robert Kidiaba dans les perches, Djo Issama Mpeko sur le flanc droit et Jean Kasusula dans le couloir gauche de la défense. Joël Kimwaki et Cédric Mongongu ont formé l'axe de la défense, alors que Chancel Mbemba placé devant la défense, le capitaine Youssef Mulumbu, et Hervé Kage constituaient le trio du milieu de terrain des Léopards. Firmin Mubele Ndombe sur le côté droit, Dieumerici Mbokani dans l'axe et Yannick Yala Bolasie étaient d'attaque.

La Zambie a rapidement ouvert la marque dès la 2<sup>e</sup> minute de jeu par Given Singuluma du TP Mazembe de Lubumbashi, profitant d'une erreur d'attention de la défense congolaise. La RDC a égalisé à la 66<sup>e</sup> minute par Yannick Bolasie (élu homme du match) sur une passe de Cédric Mabwati qui venait de prendre la place de Mubele Ndombe. Les Léopards ont été dominés dans l'entre jeu, et avec un grand nombre d'occasions de but non concrétisées. « Cette rencontre a été à notre portée. Nous risquons de nourrir des regrets pour la suite », a indiqué un supporter à Kinshasa visiblement déçu de ce résultat d'égalité.

Dans l'autre match de ce groupe B, la Tunisie a été contraint au partage par le Cap-Vert très coriace. Tous les deux buts ont été inscrits en deuxième période, d'abord Moncer à la 70<sup>e</sup> minute pour les Aigles de Carthage, et Holden sur penalty pour les Cap-verdiens à la 78<sup>e</sup> minute. Ainsi, il y a égalité parfaite dans ce groupe où les qualifications se dessineront peut-être à la deuxième journée.

Martin Engimo

## Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous quotidien incontournable

## PAIX ET SÉCURITÉ

## Les gendarmes appelés à plus de discipline et de professionnalisme

L'exhortation émane du commandant de la région de gendarmerie du Kouilou, le colonel Placide Ngombé lors du premier rassemblement régimentaire au siège de la région à Pointe-Noire.

« L'année 2015 pour nous, doit répondre aux attentes du commandement parce que c'est une année où le commandement requiert de notre part plus de discipline de dévouement et d'esprit de camaraderie renforcée », a indiqué le colonel Placide Ngombé à l'endroit de l'ensemble du personnel sous-tutelle. Des instructions qu'il détient de la part du chef suprême des armées, Denis Sassou N'Guesso, le 31 décembre et de la communication du commandant de la gendarmerie nationale, le 9 janvier. En clair, pour cette année 2015, les gendarmes sont appelés à encourager le processus de développement du pays en cours en préservant la paix et la sécurité durement acquises. De même, pour la discipline, socle de l'action du gendarme. Et, aucune indiscipline ne sera tolérée sur le terrain, a dit Placide Ngombé :



Le colonel Placide Ngombé pendant la revue des troupes/photo «adiac»

« ces notions doivent nous suivre tout au long de cette année 2015. Il s'agira pour nous, d'être plus dynamiques, plus attentifs aux préoccupations de nos très chers concitoyens. La discipline est le serment de l'armée. Sans la discipline on ne peut pas conduire les troupes, ni travailler », a indiqué le commandant de la région de gendarmerie du Kouilou.

Le troisième point tiré des deux adresses est le maillage progressif de la gendarmerie dans tous les départements du pays et récemment la mise en place de la région de gendarmerie de la Lekoumou et de la Bouenza. « Par cet acte, la concrétisation du maillage s'effectue résolument et le recrutement de 1500 gendarmes prévu sous-peu va renforcer nos effec-

sation du chemin de fer, des sites aéroportuaires, des routes avec l'escadron de la sécurité routière et la sécurité des populations lors des festivités de fin d'année. « Cela n'est pas une mince affaire. C'est une œuvre continue, et nous allons nous serrer les coudes pour que l'année 2015 soit nettement meilleure »

Promouvoir la déontologie professionnelle

Prenant la parole, le procureur de la République, David Osseret a appelé les gendarmes à davantage de professionnalisme. « Nous devons avoir en commun certaines vertus, parmi lesquelles la reconnaissance de la loi comme notre seule moteur d'action et le sens élevé du devoir. Le travail bien fait et le devoir bien accompli doivent être le credo de chacun de nous. Nous ne travaillons jamais ensemble si chacun vie et applique la loi à sa manière et fait prévaloir ses sentiments dans le traitement des affaires (...) Je vous invite à être des vrais professionnels de la procédure pénale, apprenons et pratiquons strictement les règles de la procédure pénale », a-t-il rappelé, tout en demandant aux magistrats de la République en charge des compagnies et brigades de gendarmerie d'organiser périodiquement des séances de discussions sur toutes ces questions avec les gendarmes. L'objectif étant d'harmoniser leurs points de vue.

Charlem Léa Legnoki

## SÉCURITÉ PUBLIQUE

## Opération « Mbata ya Bakolo », la deuxième phase est là

Cette deuxième phase qui se veut un prolongement correctionnel de la première phase qui s'était lancée en avril de l'année dernière devrait, comme le souhaitent de nombreux congolais en général et ponténégrins en particulier, impliquer en plus de la force de l'ordre, des chefs de quartiers et ceux de blocs.

« Si les policiers s'occupent du contrôle des papiers et autres, les chefs de quartiers et blocs devraient aider les services de sécurité à signaler tous ceux qui arrivent nouvellement dans leurs blocs et des étrangers qui sont en grand nombre et occupent des maisons d'habitation qui en temps normal ne seraient habitées que par une ou deux personnes. La nuit, ils sont là dans des quartiers et dorment à même le sol dans une même chambre et le jour, ils disparaissent pour vaquer à leurs occupations. Donc ils sont mieux connus par des chefs de quartiers », a dit un ponténégrin vendeur au marché Tié-Tié, interrogé sur cette question. La ville de Pointe-Noire, de par sa position géographique et sa nature économique, ville côtière et frontalière appelle plusieurs visiteurs et migrants étrangers et parmi ceux-là, certains arrivent sans pouvoir s'adresser ni à leurs consulats, ni aux autorités préfectorales, ni aux autorités policières départementales. En plus de cela, tous ceux qui arrivent n'ont toujours pas des papiers de séjour ou de résidence en bonne et due forme. D'où la nécessité de la pérennité d'une telle opération. Se limiter seulement à son lancement, le risque est grand de revoir les mêmes sujets en situation irrégulière refoulés revenir.

La vraie question, c'est celle de la porosité des frontières et de la dis-



Les policiers suivant les instructions de la hiérarchie (Photo d'archives)

cipline des hommes qui exécutent une telle opération. Loin des élans xénophobes, la réussite de celle-ci, permettra au pays de bien renforcer des aspects sécuritaires à l'intérieur des villes. « Lorsqu'on fréquente les marchés de Pointe-Noire et des quartiers périphériques, on se rend bien compte que, ces étrangers en situation irrégulière reviennent en masse et reprennent avec leurs activités de vendeurs ambulants. Or le plus souvent, ce sont les mêmes si l'on ne prend garde, la nuit ils se transforment en des malfaiteurs et en bandits de grands chemins. Pire encore, ces sujets sans papiers sont très dangereux, car ils sont prêts à s'associer à toute agitation et à toute sollicitation dangereuse », a indiqué un jeune contrôleur de bus croisé au centre ville de Pointe-Noire.

La vigilance, l'attention et la dissuasion devraient être les maîtres mots qui animeraient l'esprit des exécutants d'une telle opération, car par le passé, cette opération a créé dans l'opinion des vraies fausses rumeurs qui ont paniqué la population. En l'occurrence, un sujet en situation irrégulière qui sentait déjà sa situa-

tion se compliquer serait en train d'empoisonner les pains fabriqués dans une boulangerie sur la place de Brazzaville, rumeur qui avait créé la panique, mais démentie par la suite. « Est-ce que des sujets réguliers qui s'érigent en protecteurs des sans-papiers voient toujours d'un bon œil partir leurs compatriotes qui sont sans-papiers ? D'où une vigilance accrue, car ceux de leurs compatriotes qui sont trop longtemps restés avec des sans-papiers les encouragent dans les errements et peuvent aussi développer des réflexes d'anti-valeurs. Les chefs de quartiers se sentent quelquefois trahis par ceux des Congolais qui logent des sans-papiers et se permettent de dire que personne ne touchera à leurs locataires », a souligné une responsable d'un restaurant de fortune dans un quartier populaire.

Notons que cette opération dont la première phase a été acclamée par plus d'un Congolais a eu quelques failles qui ont occasionné le retour au galop de ces sans-papiers et que cette présente phase qui se veut correctionnelle soit décisive et pérenne pour une réussite totale.

Faustin Akono

## SANTÉ

## Un vaccin italien contre Ebola en cours d'élaboration à Sienne

Dénommée « Vaccin Ebola Zaïre » (VSV-ZEBOV), la molécule sera le fruit d'une collaboration entre scientifiques, société civile et monde universitaire.

Sur le front de la lutte contre le virus Ebola, il y a des jours où il n'est pas seulement succession de mauvaises nouvelles. Certes la maladie continue de tuer en Afrique de l'Ouest où même un infirmier cubain, Reinaldo Villafranca, 33ans, volontaire en Sierra Leone, vient de succomber au virus. Les scientifiques continuent de mettre en garde contre une démobilitation anticipée, car le mal est toujours là. Il est présent dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest : Sierra Leone, Libéria et Guinée. Mais pour la première fois un vent d'optimisme règne aussi dans la communauté des scientifiques. Car, pour la première fois depuis son éclatement en décembre 2013 en Guinée, l'épidémie semble avoir amorcé sa phase de décrue. Dimanche, l'OMS a déclaré le Mali pays sans Ebola et ce lundi, les cours ont pu reprendre tant bien que mal dans les collèges et lycées en Guinée.

Le nombre de nouveaux cas de cette fièvre hémorragique hautement mortelle, est retombé à son plus bas niveau depuis le mois d'août en Sierra Leone et en Guinée ; premier fléchissement aussi au Libéria depuis juin. Mais il reste toujours un bilan lourd de 8.500 morts dans les pays touchés, même si le Nigéria (20 morts), le Sénégal et maintenant le Mali ont été déclarés « guéris » d'Ebola. De son côté, et en l'absence de nouvelles données, la République démocratique du Congo, touchée par un virus mais d'une autre souche, continue de ne signaler aucun cas nouveau.

C'est dans ce contexte que l'université de Sienne, dans la région italienne de Toscane, annonce la poursuite d'études sur un vaccin prometteur : le VSV-ZEBOV, vaccin Ebola Zaïre. Au sein d'un projet soutenu aussi bien par l'Union européenne, l'université et le programme sanitaire de la ville de Sienne, la recherche est aussi menée en partenariat avec les laboratoires Novartis au sein d'un projet dit EBOVAC.

Vaccin, production, protocole thérapeutique et diagnostique partent des acquis obtenus jusqu'ici, notamment auprès des malades guéris d'Ebola. Le projet est mené sous la coordination de la virologue italienne Donata Medaglini et implique une douzaine de chercheurs provenant de sept pays. L'étude durera trois ans au sein d'un ensemble de huit projets dont les sept autres sont en phase avancée d'études pour notamment boucler les financements.

Lucien Mpama

## PROMOTION DE LA CULTURE ORALE

## La compagnie de conte Africa Graffitis en tournée dans le nord-Congo

Dénoté Tournée Esprit Mbongui Congo 2015, le périple culturel et artistique qui a commencé le 13 janvier regroupe les artistes et accompagnateurs de la compagnie Africa Graffitis qui vont sillonner tout le pays pour contribuer à la survie du conte au Congo.

C'est au nord du pays qu'a débuté cette tournée qui regroupe outre les deux conteurs, les frères Jorus Mabilia, qui vit à Marseille (France) et Nestor Mabilia, directeur d'America Graffitis-Congo ; Hemiley, le chargé de la logistique et Illitch Perfran Mampolo Diabankana, le manager-sponsor. La ville d'Owando, chef-lieu du département de la Cuvette a constitué la première étape, suivie d'Ewo, chef-lieu du département de la Cuvette Ouest, Djambala (chef-lieu du département des Plateaux) et Ouessou dans la Sangha et Impfondo dans la Likouala. « Quand la terre du nord nous est contée », telle a été baptisée cette tournée consacrée à la partie septentrionale du pays qui a vibré avec les conteurs d'America Graffitis comme à la chandelle au bon vieux temps. Les échanges sur le conte, la lecture des textes de contes des auteurs africains et congolais, les exercices de contes et des spectacles de contes ont constitué le menu de ces soirées culturelles arrosées des mets et vins locaux. Pour les artistes d'America Graffitis et les organisateurs de la tournée, ce contact avec le public et conteurs de la partie septentrionale est important pour un véritable échange de cultures, mais aussi pour une appropriation des richesses et vestiges des aïeux, dans un pays où la tradition orale pourtant fortement ancrée est en perte de vitesse dans les différentes contrées, absorbées par un modernisme asphyxiant.

Après le nord-pays, Africa Graffitis va se déployer dans la partie sud, en parcourant les lo-



L'affiche d'Esprit Mbongui crédit photo «Adiac» calités de Dolisie, Madingou, Sibiti, etc... avec le même leitmotiv: que « le conte soit ». La compagnie Africa Graffitis est vieille de plus de quinze ans. Créée à Pointe-Noire, elle organise sans discontinuer depuis 2000, le festival de l'oralité « Retour au Mbongui ». Elle est aussi l'initiatrice de la journée nationale du conte qui a lieu chaque 12 janvier de l'année. L'apéro-conte, des matinées scolaires de contes dans les écoles, sont les autres activités que cette compagnie organise régulièrement à Pointe-Noire. « Mon éducation s'est faite au rythme des histoires de mon père qui, pour chaque chose, avait une histoire à conter... j'ai toujours souhaité faire profiter mon pays de l'expérience et des connaissances acquises en France, afin d'apporter ma contribution au progrès qui doit nécessairement être accompli », aime répéter Jorus Mabilia.

Hervé Brice Mampouya

## AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de son développement, le Crédit du Congo recrute des jeunes cadres à fort potentiel

Répondant au pré-requis ci après :

-Diplôme BAC +4 ou BAC +5 (Type Master ou équivalent) dans de Grandes Ecoles en Sciences de Gestion : Management et Organisation, Gestion de la Qualité, Gestion de projets, Marketing et Développement Commercial, Gestion Comptable et Financière, Droit des Affaires, Management des RH

-Expérience professionnelle de 3 à 4 ans minimum (de préférence dans un établissement Bancaire ou Financier)

-Attitudes managériales : Grandes facultés d'écoute, esprit de travail en équipe et de synergie

-Capacités d'analyse et de synthèse

-Fortes aptitudes communicationnelles et en négociation

-Maîtrise de l'outil bureautique

-La connaissance de l'anglais serait un atout

Nous offrons des postes de :

- Superviseur de la Sécurité Informatique

- Responsable qualité

- Commerciaux

- Responsable formation et de Développement des Compétences

Au cas où cette offre correspondrait à votre profil, merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation) au plus tard le 25 janvier 2015 à l'adresse : recrutement@creditducongo.com ou au siège Central de la Banque sis, Avenue Emmanuel Dadet à Pointe-Noire

## MARINE

## Le bâtiment français aviso LV Lavallé a fait escale à Pointe-Noire

Arrivé le 15 janvier au port autonome de Pointe-Noire, ce navire en provenance du Cameroun a quitté les côtes maritimes congolaises hier 18 janvier pour le Togo. L'escale de trois jours a permis à son équipage d'organiser des périodes d'instruction et des exercices avec les forces navales du Congo et de faire un don de matériel à la marine nationale congolaise.

Le capitaine de corvette Laurent Toncelli, commandant de l'avis (Lieutenant de Vaisseau) Lavallé, a été reçu à l'arrivée du navire par le capitaine de vaisseau, Augustin Mbemba, chef d'état major-adjoint de la marine nationale et Jean-Pierre Vidon, ambassadeur de France au Congo, avant d'aller présenter ses civilités à Alexandre Honoré Paka et à Roland Bouiti Viaudo, respectivement préfet et maire de la ville.

La venue de ce bâtiment au Congo s'inscrit

à la fois dans le cadre de la mission Corymbe et de la coopération bilatérale entre la France et la République du Congo. « Nos deux pays sont unis par les liens historiques, mais aussi par des liens en terme d'opérations contre la piraterie », a souligné le commandant de l'avis LV Lavallé, satisfait de l'accueil chaleureux qui lui a été réservé.

Notons que la mission Corymbe est un dispositif naval mis en place en 1990 par la marine nationale française, visant à assurer la présence permanente d'un bâtiment, au moins, dans le Golfe de Guinée et au large des côtes d'Afrique de l'Ouest qui, constituent des zones d'intérêt stratégique pour la France. Ce qui donne l'occasion de coopérer avec les marines régionales amies et de participer à leur montée en puissance et au développement de capacités africaines autonomes. De ce fait, durant les trois jours de leur escale à Pointe-Noire, des périodes d'instruction opérationnelle avec les forces navales congolaises orientées sur des opérations de visites dans le cadre de la piraterie ont été organisées, ainsi que des exercices de sécurité à bord des bateaux pour lutter contre les incendies. Le clou de ces activités a été un exercice conjoint en mer avec deux patrouilleurs congolais. « L'idée est d'accompagner le Congo dans la montée en puissance de sa marine face au fléau que représente la piraterie et trafics illicites », a indiqué le commandant de l'avis LV Lavallé.

## La France fait un don de matériel au Congo

Dans le cadre de la coopération entre les deux pays, la France a fait un don de matériel de communication neuf ainsi que des jumelles. Ce don a été remis à Augustin Mbemba par Jean-Pierre Vidon au cours

d'un cocktail organisé à bord du navire le 15 janvier dernier. D'après le chef d'état major-adjoint de la marine nationale, ce matériel vient combler un grand vide : « Cet équipement qui nous manquait cruellement, nous aidera à garder le contact visuel et, avoir la communication radio avec les éléments qui sont dans les petites embarcations que nous mettons à l'eau pour des visites des navires suspects ou lors de certaines manœuvres en mer », a-t-il dit.

Ce matériel va ainsi résoudre certaines difficultés liées à la logistique et permettra aux marins congolais d'être plus prompts dans leur action en mer, a expliqué Augustin Mbemba : « Déjà dans le bassin du port, avec les moyens de bord, nos marins sont en train d'arrêter de nombreux actes à bord des navires. Avec les jumelles et le matériel de communication, les équipes seront plus prompts. Il faut signaler que



La poignée de main entre Jean-Pierre Vidon et Augustin Mbemba, assisté de Laurent Toncelli, après la remise du don

mettre un bâtiment en mer coûte cher au plan logistique. On ne peut pas, chaque fois se rapprocher des différentes cibles ou contacts maritimes parce que cela réduit notre efficacité opérationnelle. Mais avec les jumelles, nous saurons quelles cibles ou quels contacts privilégiés ».

Par ailleurs, un cocktail a été organisé le 16 janvier à la résidence de Jean-Luc Delvert, Consul général de France en l'honneur des membres de l'équipage de l'avis LV Lavallé. Une occasion pour eux, d'après le consul général, d'échanger avec les Ponténégrins dans toute leur diversité : « Cette escale est un moment important de coopération opérationnelle et technique entre nos deux forces marines. Et ce cocktail un peu informel, est une occasion de détente, de découverte et d'échange avec la population de Pointe-Noire », a confié le consul général. A en croire le chef d'état major-adjoint de la marine nationale, ces échanges constituent aussi une occasion « de tisser et consolider des liens d'amitié et de tisser des liens transversaux. »

Après trois jours d'escale (du 15 au 18 janvier), le bâtiment français a quitté le Port Autonome de Pointe-Noire, nouvelle destination, le Togo. A noter que ce navire a visité plusieurs pays (dont le Cameroun), avant d'arriver au Congo.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## ANNONCE

Particulier vend des propriétés bâties:

- 1-Hôtel situé, Quartier Saint Pierre;
- 2-Propriété bâtie Quartier Grand Marché;
- 3-Propriété bâtie, Quartier Mvou Mvou, proche de la commune;

Bon prix ; Contact: 06 648 64 53/01 172 64 11.  
Démarcheurs s'abstenir.

## CAN 2015

## Des supporters sans scrupule

Le mot paraît peut-être un peu plus fort pour désigner les supporters des Diables rouges du Congo engagés dans la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) qui se joue en Guinée Équatoriale.

Le qualificatif leur convient parce qu'ils avaient pris d'assaut les artères de Brazzaville, le samedi 17 janvier 2015, après le match d'ouverture de la compétition qui opposait les congolais et les Équato-guinéens et qui s'était soldé par un but partout. Les actes qu'ils avaient commis ne ressemblaient pas aux personnes « normales et sensées ».

Ivres de joie et ils n'ont pas pu contenir leur allégresse au point où sur leur passage, ces supporters sulfureux, en majorité des enfants et des jeunes, ont posé des actes de vandalisme tels que la casse des pare-brises des voitures, le pillage et casse des boutiques, des provocations diverses, ainsi que des scènes obscènes.

Dans une certaine mesure, leur joie était compréhensible étant donné que la dernière participation des Diables rouges à la phase finale de la CAN remonte à quinze ans. Mais, ils ont placé la barre plus haute lorsqu'ils jubilaient à moitié nu dans les rues et avenues, s'en prenaient à tout passant et cassaient les commerces des paisibles citoyens. Selon certaines sources, quelques-uns d'entre eux ont été arrêtés par la police et incarcérés dans des commissariats de la place.

Les policiers placés aux points névralgiques de la ville de Brazzaville ont eu fort à faire pour canaliser le mouvement des personnes qui quittaient les quartiers populaires pour se déverser sur les grandes artères, aux environs de vingt heures où l'absence d'un bon éclairage de la ville réduisait la visibilité des policiers et compliquait le contrôle du mouvement des amoureux « super fous » du football.

Les transporteurs en commun ont, quant à eux, choisi de garer leurs véhicules. La ville donnait l'impression d'être morte en dépit du bruit de ces « égarés ». Au loin, on apercevait une procession qui donnait l'impression d'une foule qui quittait le stade ou un meeting populaire.

Pour l'avenir, des dispositions sécuritaires devraient être renforcées dans les grandes villes congolaises les jours des matchs des Diables rouges. On se demande comment ces supporters sans scrupule vont accueillir, au cours de cette compétition, une victoire du Congo ou l'élimination de notre équipe nationale de la CAN.

Roger Ngombé

# Les Diables rouges à l'entraînement, sans Prince Oniangué

Ce 19 janvier au stade Bekuy, les Diables rouges ont effectué leur deuxième séance d'entraînement après le match contre la Guinée Équatoriale sans Prince Oniangué.

Le joueur de Reims souffre d'un problème gastrique autrement dit des maux de ventre. C'est le deuxième cas enregistré depuis l'arrivée du onze national à Bata puisqu'à quarante huit heures du match d'ouverture Ladislav Douniama avait connu des mêmes problèmes de santé. Il n'y a eu par contre, plus de peur que du mal pour Boris Moubhio. Le défenseur de l'AC Léopards de Dolisie s'est entraîné avec le groupe sans trop forcer. Il sentait des douleurs à l'épaule droite après le match d'ouverture. Sa situation s'est améliorée puisque la douleur n'est plus intense.

L'entraînement de ce lundi était le plus important parce qu'il devra permettre aux joueurs d'être au meilleur niveau le 21 janvier contre le Gabon. Les Diables rouges ont effectué une séance d'endurance intensive marquée par un échauffement de vingt minutes consacré à la technique individuelle et collective avec le ballon. Ils ont travaillé notam-



Les Diables rouges ce matin à l'entraînement (Credit photo Kwamy)

ment la vivacité, le Skipping, la vélocité, la vitesse de réaction pure et la pliométrie basse et moyenne. Ils ont clôturé par la séances des tirs au but. La séance d'entraînement s'est passée sans perturbation contrairement à la journée de dimanche au cours de laquelle, on retrouvait trois équipes notamment le Burkina-Faso, le Gabon et le Congo qui se disputaient le ter-

rain d'entraînement qui revenait au Congo, à 10heures30

Le Congo avait en effet écrit à la Confédération africaine de football (CAF) pour lui communiquer l'emploi du temps des entraînements. Quand les Diables rouges arrivent au lieu d'entraînement à l'heure retenue par la CAF, ils constatent malheureusement la présence des Etalons sur le terrain d'entraînement qui

leur est réservé. Ces derniers ont tenté de faire la résistance alors qu'ils devraient utiliser les installations du stade annexe du grand stade de Bata pour leur entraînement. Le Gabon qui s'était aussi présenté à la même heure alors qu'il n'avait pas officiellement saisi la CAF était obligé de changer de lieu.

James Golden Eloué  
et Camille Delourme

## CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE 1

### Etoile du Congo se remet de sa défaite contre Tongo-FC

Les stelliens sont venus à bout de Saint Michel de Ouenze (SMO) 4 à 1 comme pour se consoler de son déboire face à Tongo FC 1-3 lors de la deuxième journée.



L'équipe de l'Etoile du Congo Adiac

Etoile du Congo partage son début de saison entre victoire et défaite. En clôture de la deuxième journée, l'équipe a courbé l'échine 1-3 devant la formation de Tongo-FC. La rencontre de la troisième journée n'était donc pas à manquer pour les stelliens. Ainsi, Saint Michel de Ouenze (SMO) qui s'est mesuré à Etoile en fait les frais, puisque l'Etoile du Congo qui a abordé avec un esprit revanchard l'a emporté par 4-1. Une manière pour les stel-

liens de prolonger la malédiction qui poursuit SMO depuis le début de la compétition. En effet, l'équipe du 5e arrondissement de Brazzaville n'a pas encore remporté un seul match depuis le coup d'envoi de cette saison. Lors de son premier match face à Diables noirs, SMO s'est incliné 0-6. Devant la Jeunesse sportive de Talangai (JST) 0-2. SMO a donc zéro point à son compteur en trois prestations. L'Etoile du Congo, par contre, n'a qu'une

seule défaite et deux victoires. Donc six points en trois sorties. Mention passable.

Dans l'autre rencontre, Diables

côté, cependant, les Cheminots n'ont pas réédité l'exploit. Ils ont été vaincus par FC Bilombé 2-0. L'équipe vainqueur qui avait déjà battu Munisports à l'occasion de la deuxième journée 2-1 s'est davantage mise en confiance pour la suite de la compétition, d'autant plus qu'elle n'a pas encore essuyé une défaite.

Au stade Denis-Sassou-N'Gesso de Dolisie, AC Léopards est venu à bout de Nico Nicoyé 2-0. Une victoire qui a requinqué les Fauves du Niari après leur surprenante défaite face à La Mancha 0-1.

Depuis le début de la compétition, la deuxième journée était la plus sombre pour les représentants congolais en compétitions africaines cette saison. Diables Noirs, AC Léopards pour la Ligue africaine des champions, Etoile du Congo et Cara pour la Coupe de la CAF ont des douches froides. Ce sont plutôt les équipes les mois en vue comme Nico Nicoyé, La Mancha, Tongo-FC... qui se sont illustrées, tels qu'en témoignent les différents résultats des première et deuxième journées. Heureusement que ces équipes ont réussi leur session de rattrapage lors de la troisième journée.

Rominique Nerplat Makaya